

RD-CONGO



LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

300 FC

www.adiac-congo.com

N° 2102 - MERCREDI 3 SEPTEMBRE 2014



Santé

Plus d'une trentaine de décès dus à Ebola

De treize décès annoncés à la déclaration officielle de l'épidémie de la maladie à virus Ebola à Djera dans le territoire de Boende dans la province de l'Équateur, les statistiques ont atteint la trentaine. Cinquante cas ont été enregistrés dont treize confirmés, dix-neuf probables et vingt et un suspects. L'épidémie est toujours contenue au seul secteur de Djera et le gouvernement a mis tous les moyens pour l'éradiquer.

Le conseiller médical du ministre de la Santé publique, qui a livré l'information au cours d'un briefing organisé mardi dans la salle de réunion du Pnud à l'intention des journalistes, s'est voulu rassurant. Il a fait part du plan de contingence mis en place pour lutter contre cette maladie en empêchant son extension dans d'autres provinces du pays. [Page 14](#)

RÉVISION DE LA CONSTITUTION

La société civile donne de la voix

Une série de recommandations endossées par des organisations de toutes les provinces est attendue ce mercredi. Les organisateurs de l'atelier de la société civile entendent analyser des raisons révisionnistes avancées par la majorité présidentielle et l'opportunité d'un référendum populaire, son coût par rapport aux élections. L'objectif est de faire entendre la voix de leurs organisations

contre les tentatives de réviser ou de changer la Constitution de la RDC. Ces organisations disent fonder leurs actions sur l'article 64 de la Constitution qui stipule : « *Tout Congolais a le devoir de faire échec à tout individu ou groupe d'individus qui prend le pouvoir par la force ou qui l'exerce en violation des dispositions de la présente Constitution...* ». [Page 12](#)



La Constitution de la RDC

DOUANE

Trois marchandises sur dix entrent frauduleusement au Katanga

La province cuprifère enregistre une fraude douanière représentant 25% du volume des marchandises à l'importation dans ses principaux postes frontaliers. La question suscite une grande préoccupation des autorités provinciales et justifie l'appel lancé par le gouverneur Moïse Katumbi aux services affectés aux postes frontières à accentuer la pression pour lutter plus efficacement contre la fraude sous toutes ses formes. [Page 14](#)

ENJEUX DE L'HEURE

L'opposition et la société civile exigent la primature

La course à la primature continue à susciter l'intérêt des politiciens et de la société civile congolaise. Dans les deux camps, la longue attente de la mise en place du gouvernement de cohésion nationale ne semble pas calmer les ardeurs. Au contraire, chacun avance des arguments présentant sa plateforme comme la mieux indiquée pour prendre la tête de la prochaine équipe gouvernementale et disqualifiant du côté les autres. Seul point de convergence entre les deux tendances, l'exclusion de la majorité présidentielle dans la course à la primature. Pour l'opposition, la direction du prochain gouvernement devrait lui revenir pour le besoin du renforcement de la cohésion nationale. L'institution gouvernementale étant politique, elle ne peut être confiée à la société civile qui est apolitique. [Page 13](#)

CAN 2015

La RDC en ordre de bataille contre le Cameroun et la Sierra Leone

[Page 14](#)

ÉDITORIAL

Unité

Il y a, bien sûr, ce rendez-vous citoyen irremplaçable que sont les élections locales dont la date a été fixée au 28 septembre prochain ; mais il y a aussi la nécessité, plus grande que jamais, de montrer à cette occasion que notre peuple ne cède pas aux démons de la division comme tant d'autres de par le vaste monde. Et cela passe de façon très évidente par une campagne électorale exemplaire, un vote massif, un dépouillement des résultats indiscutables, une installation sereine des élus dans leurs fonctions territoriales.

Que l'on ne se méprenne pas sur le sens de ce propos : il ne s'agit nullement de dire que les électeurs doivent se prononcer pour telle ou telle famille politique, autrement dit pour les tenants de la majorité ou de l'opposition, car il revient à chacun de se prononcer dans le secret de l'isoloir ; il s'agit, en revanche, d'inciter les élus sortants à dresser objectivement leur bilan, les candidats à présenter leurs projets, les partis politiques à appuyer les uns et les autres sans sombrer dans la démagogie, les électeurs à ne pas s'abstenir et donc à effectuer leur devoir civique le jour venu.

L'essentiel, dans le moment présent, est que les citoyens congolais manifestent de façon claire leur attachement au système démocratique pour lequel ils ont opté librement au lendemain de la guerre civile de 1997-1998 et qui leur a permis de recouvrer la paix, la sérénité. Bien sûr ce système n'est pas exempt de défauts qu'il conviendra de corriger dans les mois à venir, mais il nous a permis d'arriver là où nous sommes aujourd'hui en restaurant l'unité nationale que les déviations idéologiques avaient mise à mal au lendemain de la Conférence nationale.

Au delà des rapports de force politique qu'elles instaurent sur toute l'étendue du territoire ce que les élections locales doivent démontrer n'est pas autre chose que l'attachement des Congolais au mode de gouvernance qui est le leur. Et cela passe par une participation active à ce scrutin. D'où cette idée selon laquelle tous les moyens d'information et de communication devraient être mobilisés dès à présent afin que les citoyennes et les citoyens se pénètrent de l'idée selon laquelle c'est eux et personne d'autre qui commandent leur destin.

Les Dépêches de Brazzaville

CONÉL

Les partis politiques et la société civile invités à proposer les noms de leurs représentants

Le ministre de l'Intérieur et de la Décentralisation, Raymond Zéphirin Mboulou, a invité le 2 septembre à Brazzaville les partis et groupements politiques de toutes obédiences ainsi que la société civile à faire parvenir à son ministère les noms de leurs représentants devant composer la Commission nationale d'organisation des élections(Conél).

L'annonce a été faite à l'occasion de la réunion que Raymond Zéphirin Mboulou a eue le 2 septembre avec les représentants des partis politiques de toute obédience et ceux de la société civile. Cette décision, a-t-il dit, est consécutive à l'esprit et à la lettre de la loi électorale modifiée que vient d'adopter les parlementaires et qui a été promulguée par le président de la République, Denis Sassou N'Gusso.

En ce qui concerne les commissions locales d'organisation des élections, le ministre de l'Intérieur et de la décentralisation a annoncé à ses interlocuteurs que la priorité est donnée aux représentants locaux des partis politiques et de la société civile.

Raymond Zéphirin Mboulou a, par ailleurs, informé son auditoire que la date de clôture du dépôt des candidatures pour les élections

locales du 28 septembre est repoussée au 10 septembre, alors qu'elle était initialement arrêtée au 6 septembre. Il a annoncé, en outre, qu'un arrêté en cours de signature authentifiera cette information.

Par ailleurs, il a rappelé aux uns et aux autres des dispositions concernant la présentation des candidatures aux élections locales. Les partis politiques, la société civile et les individualités qui présenteront des candidats à cette échéance électorale, a-t-il insisté, doivent tenir compte du quota des femmes qui est passé de 20% à 30% pour chaque liste.

Roger Ngombé

PARTI CONGOLAIS DU TRAVAIL

La troisième session du comité d'investiture prend fin aujourd'hui

Les membres du comité d'investiture des candidats du Parti congolais du travail (PCT) se réunissent à Brazzaville, depuis le 1er jusqu'au 3 septembre, pour arrêter les listes définitives de leurs candidats aux élections locales du 28 septembre et aux sénatoriales du 4 octobre.

Selon le secrétaire général de ce parti, Pierre Ngolo, cette réunion est motivée par la loi électorale modifiée qui vient d'être adoptée par le Parlement. Elle a apporté, a-t-il dit, quelques innovations. Parmi celles-ci, a-t-il poursuivi, il y a le fait que le quota des femmes candidates aux élections locales soit passé de 20% à 30%. Le PCT, a-t-il renchéri, doit réajuster ses listes des candidats en tenant

compte de cette nouvelle exigence.

En outre, le PCT a constaté, a-t-il expliqué, que certains membres, proposés par le parti sur les listes électorales, ont été promus aux postes de responsabilité au niveau de l'administration publique. Ils sont, de ce fait, en position d'incompatibilité et le parti est contraint de proposer d'autres cadres à leur place sur les listes électorales, a-t-il insisté.

Selon le secrétaire général, les membres du comité d'investiture examineront également les cas des candidats de son parti retenus pour les élections sénatoriales.

Rappelons que le comité d'investiture des candidats du PCT aux différents scrutins est composé de cinquante et un membres du bureau politique ; des présidents des douze fédérations ; du président de la Force montante congolaise ; de la secrétaire exécutive de l'Organisation des femmes du Congo, ainsi que du président de la commission nationale de contrôle et d'évaluation.

R.Ng.

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Secrétariat : Raïssa Angombo

COMITÉ DE DIRECTION

Emmanuel Mbengué, Émile Gankama, Lydie Pongault, Bénédicte de Capèle, Ange Pongault, Charles Zodialo, Gérard Ebami-Sala, Philippe Garcia.

RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout
Secrétaire des rédactions : Jocelyn Francis Wabout

Secrétaire des rédactions adjoint :
Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodialo, Clotilde Ibara, Norbert Biembédi

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédacteurs en chef : Guy-Gervais Kitina, Thierry Nougou
Service Société : Parfait Wilfried Douniama (chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Roger Ngombé (chef de service), Jean Jacques Koumbemba, Josiane Mambou Loukoula

Service Économie : Nancy France Loutoumba (chef de service) ; Lopelle Mboussa Gassia, Firmin Oyé
Service International : Nestor N'Gampoula (chef de service), Yvette Reine Nzaba, Tiras Andang

Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Hermione Désirée Ngoma, Rosalie Bindika
Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rominiq Nerplat Makaya
Service Enquête : Quentin Loubou (chef de service), Rock Ngassakys
Chronique littéraire : Meryll Mezath (chef de service), Luce Jennyfer Mianzoukouta, Durlly Emilia Gankama

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Commercial : Mélaïne Eta
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo
Pointe-Noire). Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Directeur de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'Agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali
Coordonateur : Alain Diasso
Économie : Laurent Essolomwa, Gypsie Oïssa
Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi

Sports : Martin Enyimo
Relations publiques : Adrienne Londole
Service commercial : Marcel Myande, Stella Bope
Comptabilité et administration : Lukombo
Caisse : Blandine Kapinga
Distribution et vente : Jean Lesly Goga
Bureau de Kinshasa : Colonel Ebeya n°1430, commune de la Gombe / Kinshasa - RDC - Tél. (+243) 015 166 200
Rédaction de Dolisie : Lucien Mpama

MAQUETTE

Eudes Banzouzi (chef de service)
Cyriaque Brice Zoba, Mesmin Boussa, Stanislas Okassou

INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle
Responsable coordination et communication : Rose-Marie Bouboutou
Directrice du Développement : Carole Moine

RÉDACTION DE PARIS

Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma
Comptabilité : Marie Mendy

ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault
Secrétariat : Armelle Mounzeo
Chef de service : Abira Kiobi
Suivi des fournisseurs : Farel Mboko
Comptabilisation des ventes, suivi des annonces : Wilson Gakosso

Personnel et paie : Martial Mombongo
Stocks : Arcade Bikondi
Caisse principale : Sorrelle Oba

PUBLICITÉ

Directeur : Charles Zodialo
Assistante commerciale : Hortensia Olabouré
Commercial Brazzaville : Rodrigue Ongagna, Mildred Moukenga
Commercial Pointe-Noire : Mélaïne Eta Anto

DIFFUSION

Directeur : Philippe Garcia
Assistante de direction : Sylvia Addhas
Diffusion de Brazzaville : Guyche Mot-signet, Brice Tsébé, Irin Maouakani
Diffusion Kinshasa : Adrienne Londole
Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Mumbelé Ngono

INFORMATIQUE

Directeur : Gérard Ebami-Sala
Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de service), Rively Gérard Ebami-Sala, Myck Mienet Mehdi, Mbengué Okandzé

IMPRIMERIE

Directeur : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou
Chef d'atelier : François Diatoulou Mayola
Service pré-presses et contrôle de qualité : Eudes Banzouzi (chef de service)

LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Émilie Moundako Éyala (chef de service),

Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphany Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Gusso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo
Tél. : (+242) 06 930 82 17

GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Hélène Ntsiba (chef de service), Sorel Eta, Astrid Balimba

LIBRAIRIE-GALERIE CONGO PARIS

Directrice : Bénédicte de Capèle
Responsable achats, logistique : Béatrice Ysnel
Responsable animation : Marie-Alfred Ngoma
Assistante : Laura Ikambi
23, rue Vaneau - 75007 Paris - France
Tél. : (+33) 1 40 62 72 80
www.lagalericongoco.com

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepêchesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Gusso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo / Tél. : (+242) 05 532.01.09
Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

Bureau de Paris (France) / 38 rue Vaneau
75007 Paris / Tél. : (+33) 1 45 51 09 80

GESTION DES FINANCES

135 congolais accèdent au grade d'expert comptable

La sentence est tombée le 30 août à Brazzaville et le taux de réussite est estimé à 89 %. Sur 165 candidats au processus de reversement de comptable agréé à la catégorie d'expert-comptable, 135 ont bénéficié d'avis favorable. Pour certains de ces professionnels retenus, leur travail devra être amélioré.

Les résultats des 4 jurys à afficher au niveau de la Cémac, comportent les mentions suivantes : avis favorable ; avis favorable sous réserve d'améliorer et/ou sous la supervision de... ; avis défavorable ; candidat absent ; aucune décision prise ; candidat non examiné. Des conclusions qui sont la suite logique de la session de soutenance de mémoires et rapports d'activités de ces nouveaux experts comptables du Cameroun, de la Centrafrique, du Gabon, du Tchad et du Congo, durant 5 jours à l'École nationale d'administration et de magistrature de Brazzaville.

Les candidats ont été choisis sur la base des critères ci-après : la qualité du rapport, étant des professionnels, leurs rapports et mémoires devraient refléter leur profil de maître dans l'art comptable ; la présentation car il ne faut pas qu'il y ait un décalage entre le document présenté et la prestation de l'auteur du document ; la réponse aux questions.

Appelée désormais expert-comptable, Me Mondjo née Imelda Otsoa Mouapo a soutenu sur l'audit des contrats de partage de production. Ce travail a procédé à la validation des comptes des coûts pétroliers



La photo de famille, photo Adiac

et à celle du partage de production qui est fait entre l'Etat congolais et les sociétés pétrolières. Elle a voulu partager son expérience aux comptables et au personnel des hydrocarbures et ceux de la direction des impôts.

« J'ai reçu un avis favorable avec des corrections à apporter à mon travail. Après la délibération il m'avait été proposé le changement du titre car il ne s'agissait pas exclusivement d'une mission d'audit mais de mission sur les procédures convenues », a-t-elle édifié. Profitant de l'occasion, l'expert-comptable a sollicité des autorités congolaises la création

d'une école de formation ou d'institut d'expertise comptable pour les prochaines promotions. En effet, la formation à l'étranger coûte près de 3 millions et tous les parents n'ont pas assez de moyens pour

essentiellement mis en évidence la nécessité d'améliorer votre travail pour l'élever au standard de votre corps de métier », a épinglé Eugène Ondzambe-Ngoyi, ajoutant « vous saurez, j'en suis convain-

conséquence à ne pas négliger le renforcement permanent de vos capacités », a-t-il souligné aux méritants.

Par ailleurs, le représentant de la commission de la Cémac est Convaincu de la qualité des experts comptables sortis de ce processus de reversement, eu égard au professionnalisme dont les membres du jury ont fait montre. Entre temps, en attendant la mise en place effective des ordres nationaux dans tous les États de la Cémac et celle du conseil supérieur au niveau communautaire, la commission de la Cémac jouera pleinement son rôle de régulateur de la profession.

Coordonnatrice de cet événement, l'administration fiscale a tout à gagner de leur expertise. En effet ces experts comptables sont des contribuables potentiels appelés désormais non seulement à payer les impôts à titre personnel mais aussi à assister les autres contribuables à déclarer et à payer correctement leurs impôts.

Rappelons que le processus de reversement vise quatre objectifs : mettre la Cémac en harmonie avec l'OHADA ; permettre sur le plan national d'unifier la profession dans une seule entité, l'Ordre ; stimuler la création d'un ordre d'expert comptable ; et enfin mettre en place, au niveau communautaire un conseil supérieur de l'ordre.

Nancy France Loutoumba

ÉLECTIONS LOCALES

L'opposition en passe de jeter l'éponge

L'opposition républicaine menace de boycotter le scrutin du 28 septembre suite au mécontentement manifesté après l'adoption de la loi électorale par le Parlement. L'information a été donnée par le porte-parole de l'opposition, Jean Ngouabi Akondzo, le 2 septembre à Brazzaville.

« Au lendemain du dernier conseil des ministres, la classe politique constatait avec stupeur la non-prise en compte par le gouvernement des conclusions des différentes concertations politiques ayant abouti à des aménagements substantiels de la loi électorale actuelle, notamment en ses articles 15, 16 et 17 », a fait savoir le porte-parole. Dans une déclaration rendue publique, l'opposition républicaine a déclaré que cette attitude du gouvernement traduit le manque de sincérité du pouvoir et le non-respect des engagements politiques. Ainsi, les partis politiques, signataires de ladite déclaration, ont refusé de participer au processus électoral.

L'opposition a, en effet, dénoncé les divergences entre le contenu du texte adopté par la classe politique et celui soumis au Parlement par le gouvernement. Cependant, l'opposition a condamné l'adoption de la loi électorale par l'Assemblée nationale en l'absence des députés de l'Union panafricaine pour la démocratie sociale (Upads) et du Mouvement pour l'unité, la solidarité et le travail (Must) qui avaient décidé de boycotter la séance plénière relative à l'examen et à l'adoption du

projet de loi modifiant et complétant certaines dispositions de la loi électorale.

« La chambre basse du Parlement est réduite à une caisse d'enregistrement de la volonté du pouvoir. Elle a validé l'impopulaire en votant ladite loi, exposant ainsi le pays à des lendemains incertains, au moment où tout semblait aller vers l'apaisement », a déclaré Jean Ngouabi Akondzo, avant de poursuivre : « Cette posture, qui n'est ni plus ni moins que le gangstérisme sous-tendu par le passage en force, ne fait que renforcer le sentiment de mépris et la volonté de puissance qui caractérisent ce pouvoir. Ainsi, l'opposition républicaine constate la rupture délibérée du dialogue par le gouvernement et la fin du consensus national avec comme corollaire la multiplication des risques des conflits politiques et des drames qui s'en suivent. »

Notons que l'Upads, la Jeunesse unie pour la République, le Mouvement national pour la libération du Congo, le Rassemblement des forces démocratiques, Lumière du Congo, le Must, et la Convergence citoyenne ont été signataires de cette déclaration.

Josiane Mambou Loukoula

PME

L'Agence de développement confrontée à des difficultés

Plus 87% des activités, prévues par l'Agence de développement des petites et moyennes entreprises (ADPME), n'ont pas pu être réalisées en 2013, faute de personnel qualifié, d'équipements adéquats et de budget conséquent.

Le diagnostic a été fait par le consultant chargé de la réforme de l'ADPME, Jean-Christophe Boungou Bazika, dans une étude menée pendant deux mois,

des partenaires économiques étaient représentés. « Notre pays est entré dans la phase de la diversification de l'économie. Au cours de celle-ci, il faut avoir



Le coordonnateur du Padé, encadré à droite, lors de l'atelier des PME performantes et dynamiques.

dans le cadre du Projet d'appui à la diversification économique (Padé). Pour valider ce rapport diagnostic, un atelier a été organisé le 2 septembre à Brazzaville par le ministère des Petites et moyennes entreprises (PME). Les cadres de l'Union européenne, de la Chambre de commerce de Brazzaville ainsi que

Mais l'agence mis en place pour la cause ne joue pas son rôle », a déploré le consultant, ajoutant : « Plus de 80% des acteurs du secteur privé que nous avons interrogés à Ouesso, Brazzaville, Dolisie et Pointe-Noire ne connaissent pas cette agence ».

Par ailleurs, outre les difficultés liées au fonctionnement de cette structure d'appui aux PME, les contraintes liées aux coûts des taxes et au manque de personnels comptables commerciaux qualifiés constituent un goulot d'étranglement pour la diversification économique.

Notons que pour permettre à cette structure étatique de jouer pleinement son rôle, plusieurs propositions ont été faites parmi lesquelles l'élaboration d'un nouvel organigramme et d'un plan stratégique 2015-2020, visant à définir une vision et des approches d'appui financier conforme aux besoins.

Créée depuis 1986, l'ADPME a pour mission entre autres de contribuer au développement des PME par des actions d'assistance conseil, établir des dossiers de finances et d'agrément, rechercher de partenaires pour les acteurs du secteur. L'objectif étant d'inciter la création des PME en vue de lutter contre le chômage.

Lopelle Mboussa Gassia

RECTIFICATIF

Contrairement à ce qui a été publié dans nos colonnes dans le n°2101 du mardi 2 septembre, la délégation de l'Union européenne au Congo précise qu'elle ne finance pas les activités de l'Union des forces de la jeunesse congolaise (UFJC).

BANQUE POSTALE

Les agents se forment en marketing commercial

La Banque postale a fait recours à une expertise en banque pour mieux satisfaire ses clients à travers un programme de formation intra entreprise de ses agents en matière de marketing commercial. Plusieurs de ces agents ont participé du 30 au 31 août à Brazzaville, à une formation répartie en deux thèmes.

Cette approche est une solution adaptée aux exigences de la banque, compte tenu de la concurrence au sein de ce secteur d'activité. Cette session se poursuivra à Pointe-Noire puis à Oyo dans le département de la Cuvette. La formation est animée par deux experts, l'un en marketing de services et l'autre en marketing bancaire. Le premier thème « Développer votre avantage concurrentiel par le management de la qualité de service » a pour objectifs d'aider les managers à satisfaire convenablement la clientèle. Les animateurs ont édifié les participants sur les techniques et outils pour communiquer efficacement avec les équipes, afin de les impliquer autour de la qualité du service au quotidien.

Le second thème a planché sur le management de la relation client dans le secteur bancaire (CRM). Pour cette partie, la formation s'est adressée au manager, responsables marketing et commerciaux et ceux des systèmes d'informatiques. Ici il a été question pour les animateurs, de faire comprendre les concepts de base du CRM ; aussi aux participants de maîtriser les enjeux technologiques puis de conduire un projet dans son entreprise.

Les apprenants ont bénéficié d'exercices pratiques sur la base des cas réels à travers des échanges d'expérience. Ils ont aussi à travers cette confrontation de connaissances évalué leur compétence puis anticipé les évolutions dans le métier qu'ils exercent.

« Depuis la libéralisation du secteur en 2000, le Congo a la place financière la plus attractive de la sous-région et les banques sont en concurrence. Au Congo, on compte 10 banques commerciales et une institution de microcrédit la plus développée, d'où l'importance de la qualité de service et le dynamisme commercial », a conclu l'expert en marketing bancaire.

Nancy France Loutoumba

AFFAIRE MARCEL NTSOUROU

Des propositions des travaux forcés et à perpétuité aux accusés

Le procureur général près la cour criminelle, Théophile Mbtsi, a proposé hier à la Cour la peine des travaux forcés à perpétuité contre l'ex-colonel Marcel Ntsourou et à plusieurs autres accusés des travaux forcés.

Peu avant la prononciation des sanctions, le procureur général a fait la lecture des dispositions des articles relatifs au Code pénal suivant les infractions. Il a aussi situé les accusés. Il a rappelé que Marcel Ntsourou a été coupable avec la peine des travaux forcés à perpétuité pour avoir réitéré ses actes en défiant les institutions et les lois de la République. Il a été déjà condamné, pour l'affaire du 4 mars 2012, à cinq ans d'emprisonnement avec sursis et des travaux forcés. « L'accusé Marcel Ntsourou a maintenu autour de lui les déserteurs de la force publique et les supplétifs venus du village. Il a également recruté de lui-même les ex-combattants dont la plupart sont de la classe 1998. Sa résidence a été transformée en base militaire d'après les déclarations de Minichelot », a-t-il indiqué.

Les autres accusés ont été rendus coupables de complicité, coups et blessures volontaires, d'atteinte à la sûreté de l'État, de chef d'association des malfaiteurs, etc. La peine réservée aux accusés Nsah Raphael, Bouanga, Rodolphe Adada Nguié, Benjamin Okouya, Marcel Ngolali et Djolé a été de quinze ans des travaux forcés. Dix ans pour Nkouka Stève, Ernest Ngalouo, Mbani Roland, Armand Yahoué, Éminence Ngouloubi. Les chefs de rébellion et d'atteinte à la sûreté de l'État, coups et blessures volontaires et détenteur des armes illégales ont été infligés à Arsène Ngolali, Kaba symphorien et Stève Anka.

Parmi ceux qui ont été coupables à la peine des travaux forcés chaque année pendant vingt ans figurent Roland Ngouloubi, Daniel Atti, Jonathan Ossibi, Arnaud Mpan, Laurel Diabakana, Red Ntsiba, Annicet Douniama, Jean Pierre Andzouana, Jean Dominique Biboutié, Arnaud Nkié, Rochi Nkou et bien d'autres.

Les travaux forcés pendant trente ans ont été déclarés à Giscard Minichelot, Benjamin Okana, Audrey Mierré, Étou Obami, Gustave Nambimi, Mpani Yloa, Yvon Ossibi, Juste Ngami, Kimpala Clément née à Djambala et Wamba Mongo. Poursuivant ses déclarations, le procureur général Théophile Mbtsi a déclaré qu'Ygor Tamba et un autre accusé ont agi en fonction de leur mission assignée par la hiérarchie et ne peuvent être responsables des leurs actes.

Des sanctions prises sont des signes de sévérité de la loi

Après les réquisitions faites par le ministère public, l'avocat de la partie civile, Me Emmanuel Oko, estime qu'il se dégage là une impression que la force reste à la loi. Il a indiqué : « Au regard de la gravité de la situation, la conséquence aujourd'hui en est qu'après le travail des parties civiles État congolais, le ministère public a requis des peines qui vont jusqu'aux travaux forcés à perpétuité à l'accusé principal. Ces peines prises à l'égard des accusés sont des signes de sévérité de la loi. Les déclarations

du ministère public sont encore des propositions qui découlent des faits du 16 décembre 2013, qui ont gravement préjudicié à l'ordre public dont Brazzaville avait été paralysée pendant deux jours et l'émotion s'est étendue jusqu'à l'intérieur du pays ». Me Emmanuel Oko a également souligné que les réquisitions du procureur général près la cour, Théophile Mbtsi, sont conformes à la loi. En ce qui concerne, ils ont assez posé du désordre dans le pays. Et il a conclu : « De toutes les façons, la décision finale appartient à la cour criminelle. Le travail des avocats de la défense est de discuter la peine lors des plaidoiries ».

Cependant, l'avocat de la défense, Me Hervé Malonga, a répliqué que la thèse défendue par la partie civile est erronée : « Avec ces déclarations du ministère public qui est allé jusqu'à vouloir contester les fonctions occupées par Marcel Ntsourou. Ses fonctions ont été conférées par l'État dont le décret a été signé par le président de la République, Denis Sassou N'Guesso », a-t-il affirmé. « Ce qui est curieux, pendant qu'on parle d'une simple opération de police, il y a eu des militaires qui sont allés sur le terrain et ont opéré. Donc on ne peut pas parler d'une opération de police puisque le président de la République avait déclaré dans le magazine Jeune Afrique qu'il suivait l'opération minute par minute et il était en train de donner les instructions minute par minute », a ajouté Me Malonga.

Lydie Gisèle Oko



« Demain se prépare aujourd'hui »

INSTITUTION SAINT FRANÇOIS D'ASSISE DE MAKABANDILOU-DJIRI
Etablissement scolaire privé
PRIMAIRE-COLLEGE-LYCEE-INTERNAT



OUVERTURE DE L'ETABLISSEMENT

LUNDI 01 SEPTEMBRE 2014

RENTREE SCOLAIRE

PRIMAIRE : Jeudi 18 septembre 2014

COLLEGE : Lundi 15 septembre 2014

LYCEE : Mardi 16 septembre 2014

DATES DES TESTS D'ADMISSION

Samedi 06 septembre 2014

Samedi 20 septembre 2014

Samedi 13 septembre 2014

Samedi 27 septembre 2014

Samedi 20 septembre 2014

Samedi 04 octobre 2014

Samedi 13 septembre 2014

Samedi 11 octobre 2014

RENSEIGNEMENTS

- au : 00 (242) 05 549-44-07 / 06 642-96-07

- à l'adresse mail du secrétariat:

www.secretariat-institut-st-francois-brazza.com

- sur le site internet de l'institution:

www.institut-st-francois-brazza.com

AMC Telecom



Internet à partir de
9.000 FCFA

Avec **mobi** de AMC Télécom

Nouveaux Produits

Nouvelles Satisfactions



Brazzaville: Av. Alphonse Fondere, Immeuble C.N.S.S, 1er étage, Centre-ville, Rép. du Congo
Pointe-Noire: Av. Charles De Gaulle, Centre-ville (en face de l'hôtel MIGITEL), Rép. du Congo
Téléphones : 00242 05 545 07 60/ 06 950 53 02/ 06 888 81 81
Courriel : support@amc-telecom.com - Web : www.amc-telecom.com

IDÉES-FORCES, SUJETS EN DÉBAT

Anecdotes, petites phrases, cris du cœur et coups de gueule meublent la vie de tous les jours. Cette rubrique se propose de sélectionner les idées les plus saillantes qui font la force des débats de société.

« *Quels que soient le niveau d'étude, l'âge ou l'origine, 90 % des gens sont conservateurs dans la manière de gérer leur argent.* »

Nicolas Pyrgos, patron d'Émeraude Suisse Capital, jeune Afrique, 27 août 2014

« *La raison d'être de la politique, c'est de gouverner.* »

Jacques Attali, écrivain et haut fonctionnaire français, L'Express, 2 septembre 2014

« *Quand il y a des élections, s'il y a une majorité, il est logique que le gouvernement soit formé avec la confiance de cette majorité. Ils ne peuvent pas dire qu'ils ne veulent pas exercer le pouvoir. Tant du point de vue institutionnel que politique, une majorité ne peut pas refuser de gouverner.* »

Didier Maus, spécialiste du droit constitutionnel, Slate.fr, 2 septembre 2014

« *On doit le développement des télécommunications en Afrique, au partenariat avec des entreprises chinoises, ces dernières détenant la moitié des parts du marché africain en tant que fournisseur.* »

Zhao Houlin, vice-secrétaire général de l'association internationale des télécommunications, Afrik.com, 27 août 2014

« *S'aimer, c'est remettre le malheur à plus tard.* »

Claude Habib, professeure à l'université Sorbonne-Nouvelle, a écrit Le Goût de la vie commune, Libération, 1er août 2014

LUTTE CONTRE ÉBOLA

Plus d'un milliard FCFA pour la mise en œuvre du plan de contingence contre l'épidémie

Le gouvernement congolais entend mobiliser un montant estimé à un milliard cent soixante-dix millions cent quatre-vingt-cinq mille (1 170 185 000) FCFA pour mettre en exécution son plan de contingence de prévention et de riposte contre la fièvre hémorragique à virus Ébola.

À l'occasion d'une communication faite à l'endroit des ambassadeurs et chefs de missions diplomatiques en poste au Congo, le ministre de la Santé et de la Population, François Ibovi, a annoncé l'institution, par son pays, d'un comité de coordination et de gestion des épidémies. Ce comité qui bénéficie du concours de l'Organisation mondiale de la santé et de l'Unicef a pour objectif général de renforcer les capacités nationales dans la préparation, la prévention et la riposte contre l'épidémie. « *Compte tenu des mouvements fréquents des populations entre les pays affectés et le Congo Brazzaville, d'une part, et des risques élevés d'importation de cette épidémie au Congo d'autre part, le gouvernement a mis en place un plan de contingence, de prévention et de riposte du virus Ébola* », a précisé le ministre. Ce plan axé sur six domaines d'intervention permet, entre autres, de renforcer la mobilisation, l'information, la communication, la capacité de surveillance, la préparation des formations sanitaires à la prise en charge des cas et le renforcement des mesures d'hygiène.

Outre ces différents axes d'intervention, le plan de contingence intègre d'autres mesures, notamment la mise à disposition des agents des aéroports, des ports fluviaux et maritimes des deux principales villes (Brazzaville et Pointe-Noire) des équipements de protection et des thermomètres laser. Aussi le gouvernement via le ministère de la Santé s'engage-t-il à mettre à la disposition des équipes sanitaires des outils sur les définitions opérationnelles des cas et le pré-positionnement de 1050 kits d'équipement de protection individuelle. François Ibovi, qui a exprimé aux diplomates la solidarité du gou-

vernement congolais aux pays affectés par ce fléau, a sollicité le soutien multiforme, urgent et réel des partenaires bilatéraux et multilatéraux afin de renforcer les mesures prises. Il a rappelé aux Congolais les mesures individuelles et collectives auxquelles chacun est tenu de se conformer, le ministre de la Santé a réitéré le fait qu'aucun cas d'Ébola n'a été à ce jour détecté sur le territoire congolais bien situé dans la catégorie des pays frontaliers avec ceux affectés. Parmi ces mesures figures en bonne place la restriction de l'abattage, la vente et la consommation des viandes de chasse incriminées dans la propagation du virus, notamment les primates et les roussettes appelés « Nguembo » en langue lingala. Toutefois, dans le cadre du plan de contingence, le ministère de la Santé et de la Population a entamé, depuis le 27 août, une campagne de sensibilisation des populations sur Ébola. Cette campagne qui a débuté par la partie nord se poursuit actuellement dans les régions sud du pays.

Guy-Gervais Kitina

La Banque mondiale fustige l'insuffisance de la réponse à l'épidémie

Dans une tribune publiée lundi par le Washington Post, le président de la Banque mondiale, Jim Yong Kim, accuse la communauté internationale de n'avoir pas su donner la réponse qu'il faut pour combattre la propagation de la maladie en Afrique de l'Ouest et ailleurs.

« *La réponse catastrophiquement inadéquate apportée par le monde à l'épidémie de fièvre Ebola en Afrique de l'Ouest est responsable de nombreux décès qui n'auraient pas dû se produire (...). La crise qui se déroule sous nos yeux est moins liée au virus lui-même qu'à des préjugés mortels et mal informés qui ont conduit à une réponse catastrophiquement inadéquate à l'épidémie* », affirme Jim Yong Kim.

L'Organisation mondiale de la santé (OMS) estime que le virus pourrait au final infecter 20.000 personnes de plus. À ce jour plus de 1.500 personnes ont été déjà tuées par la maladie en Afrique de l'Ouest, où l'épidémie en cours depuis février est la plus meurtrière depuis que le virus a été découvert en 1976 près de la rivière Ebola, sur le territoire de l'actuelle République démocratique du Congo. Sur les personnes contaminées, plus de 3.000 l'ont été essentiellement en Sierra Leone, en Guinée et au Liberia.

« *Un nombre inutilement élevé de personnes en meurent (...). Nous sommes à un moment dangereux. Des dizaines de milliers*

de vie, l'avenir de la région et les avancées difficilement obtenues de l'économie et de la santé de millions d'autres sont en jeu », ajoute Jim Yong Kim dans cette tribune co-écrite avec un professeur de l'Université de Harvard, Paul Farmer. Les deux hommes ont créé Partners In Health, une fondation qui se consacre à l'amélioration de la santé dans les pays pauvres. Selon des experts, la déliquescence des systèmes de santé publique a exacerbé la gravité de l'épidémie. Au Liberia par exemple, un des trois pays les plus touchés, l'on ne comptait à peine que 50 docteurs pour une population de 4,3 millions d'habitants avant la flambée épidémique. Résultat : de nombreux employés du secteur de la santé ont succombé à la maladie. Outre cela, les pénuries de biens de première nécessité et d'équipements médicaux se sont aggravées du fait de la décision prise par certaines compagnies aériennes de ne plus desservir les pays les plus touchés par le fléau. Les fermetures de frontière ordonnées par des pays voisins de même que le rapatriement des expatriés de nombreuses

organisations internationales ont également désorganisé le secteur de la santé.

Pour Jim Yong Kim et Paul Farmer, si les pays riches et les organisations internationales mettaient sur pied une réponse coordonnée avec les nations ouest-africaines basée sur les recommandations de l'OMS, le taux de mortalité du virus pourrait chuter à 20%, contre 50% aujourd'hui. La semaine dernière, l'OMS a dévoilé un plan d'action qui nécessite près de 490 millions de dollars (370 millions d'euros) pour mettre fin à l'épidémie. Ce plan comprend l'implication de personnel de santé par milliers et d'environ 750 experts internationaux.

Le Sénégal est devenu vendredi le cinquième pays africain frappé par la maladie, avec la découverte d'un étudiant guinéen porteur du virus, qui s'était soustrait aux mesures de confinement dans son pays pour se rendre à Dakar. Après avoir appris la nouvelle, de nombreux Sénégalais dont le président Macky Sall ont réagi concernant la présence de ce jeune guinéen. « *Les gens doivent savoir que ce garçon, n'eût été son état de santé, se trouverait devant un tribunal. On n'a pas le droit d'être porteur d'une maladie et de l'amener dans d'autres pays* », a dit le chef de l'État sénégalais.

Nestor N'Gampoula

OFIS
RESEAUX & TELECOMS

LE TELEPHONE DE BUREAU NOUVELLE GENERATION

EN LIGNE AVEC LE SUCCES : Poste OMNITOUCH 8082 My IC PHONE



☑ NE PERDEZ AUCUN APPEL DE VOS CLIENTS.

☑ AUGMENTEZ LA CROISSANCE DE VOTRE ACTIVITE.

- Ecran tactile de 7 pouces rétroéclairé
- Intelligence du Smartphone sur votre téléphone de bureau
- Personnalisation de la page d'accueil
- Carnet d'adresse, conférence, messagerie
- OMNITOUCH 8082, équipement SIP
- Combiné Bluetooth



Tél.: 06 600 0000

Agence de Pointe-Noire

CONTACTEZ NOUS DES AUJOURD'HUI

Tél.: 01 600 0000

Agence de Brazzaville

La société Congo Terminal appuie la Kersivac

Pour marquer sa participation à cette 8ème édition de la kermesse sida vacances (kersivac) qui s'est tenue du 22 au 31 août dernier, au CEG Pierre Tchicaya de Boampire situé à Mpaka dans le cinquième arrondissement Ngoyo de la ville océane, Congo Terminal a orchestré une journée spéciale pour mieux manifester sa présence.

Ainsi selon Bel Dinana Lauretta, responsable des ressources humaines à Congo Terminal, la participation pour une troisième fois de son entreprise aux différentes éditions de la Kersivac, s'aligne dans le cadre de la stratégie globale du groupe Bolloré. « Il est primordial pour une entreprise de permettre à ses salariés d'avoir accès à un diagnostic, ainsi Congo Terminal invite l'ensemble de ses salariés, leurs familles respectives et tous les jeunes conformément au thème de cette année à prendre part massivement au dépistage volontaire en cours pendant cette édition. Dans le

cadre de sa stratégie globale, la société Congo Terminal continuera à appuyer les activités liées à la sensibilisation de cette pandémie, et par ricochet demande à ses salariés au niveau interne et externe de faire de la prévention contre le VIH », a-t-elle déclaré. Interrogé sur la particularité de la présente édition, le docteur Jean Pierre Nkouendolo, coordonnateur de l'unité départementale de lutte contre le sida a expliqué qu'en plus de l'espace de dépistage où les jeunes âgés de 17 ans et plus avec les salariés des entreprises peuvent de manière volontaire faire leur dépis-



tage. L'édition de cette année est caractérisée par l'installation d'une bibliothèque, la mise en place gratuite d'un poste de prise en charge syndromique des infections sexuellement transmissibles chez les jeunes et adolescents, l'instauration des journées de promotion des activités VIH à l'égard des entreprises du secteur privé comme Congo Terminal et autres : « conformément au thème de la Kersivac de cette année, à savoir-Zéro infection parmi les jeunes, kersivac est un espace de divertissement, d'échange et d'éducation des jeunes et enfants en vue de leurs donner des connaissances relatives à la gestion du risque lié au VIH notamment les bonnes pratiques que les jeunes doivent observer pour ne pas attraper le VIH au cours de leur vie », a-t-il indiqué.

Rappelons que Congo Terminal a

pendant cette journée distribué plusieurs tee-shirts, casquettes et dépliants aux participants de la kermesse. Une distribution gratuite massive de préservatifs tant masculin que féminin a également accompagné la sensibilisation prodiguée par les pairs éducateurs de l'entreprise à l'endroit des visiteurs. La kermesse Sida vacances en sigle Kersivac, est un cadre de divertissement, de promotion de talents, d'information et de développement des compétences de gestion du risque VIH, pendant la période des grandes vacances scolaires, instauré depuis l'année 2008 par le secrétariat exécutif du conseil national de lutte contre le sida.





Assurances et Réassurances du Congo

Nous vous **accompagnons** pour tous vos **besoins** en **assurances**.

ASSURANCE AUTOMOBILE ASSURANCE INDIVIDUELLE ACCIDENT
 ASSURANCE RESPONSABILITE CIVILE ASSURANCE TOUS RISQUES
 ASSURANCE MALADIE (Chantiers, Montages et Essais)
 ASSURANCE VOYAGE ASSURANCE INCENDIE
 ASSURANCE TRANSPORT ASSURANCE MULTI-RISQUES HABITATION
 ASSURANCE GLOBALE BANQUE ASSURANCE SCOLAIRE

ASSURANCE MULTI-RISQUES BUREAU
 Protégez votre entreprise dès maintenant!



Promotion spéciale Ordinateurs portables acer

Acer Aspire E1-570



Spécificités

- * Intel Core i5-3337U, Système Windows 8
- * 1.8 GHz with Turbo Boost up to 2.7 GHz
- * 4 GB DDR3 Memory, 600 GB HDD
- * 15.6" HD LED LCD, HD WEBCAM
- * French keyboard, DVD-Super Multi DL drive

Prix : **479.000** TTC

Acer Celeron (Couleur Rouge)
Acer Celeron (Couleur Grise)



Spécificités

- * Intel Celeron, Processor (2.2 GHz), Windows 7
- * 4 GB DDR3 Memory, 500 GB HDD
- * 15.6" HD LED LCD, HD WEBCAM
- * French keyboard, DVD-Super Multi DL drive

Prix : **265.000** TTC

Acer Aspire V5-131



Spécificités

- * Intel Celeron
- * Système d'exploitation Windows 7
- * 2 GB DDR3 Memory, 320 GB HDD
- * 11.6" HD LED LCD, HD WEBCAM
- * French keyboard, DVD-Super Multi DL drive

Prix : **259.000** TTC



Avenue Alphonse Fongers, Immeuble C.N.S.S, City-center, Brazzaville, République du CONGO
 Tel: 00242 05 381 34 34 / 06 881 34 34 - Courriel: info@terratch-cg.com - Web: www.terratch-cg.com

DÉVELOPPEMENT DU SYSTÈME SANITAIRE

Les experts de la diaspora restituent leur mission au Congo

Le compte rendu des experts, qui a été fait en fin de semaine dernière au ministère des Affaires étrangères et de la Coopération, s'inscrit dans le cadre de l'exécution du pilote migrations pour le développement en Afrique (Mida).

Le programme Mida mené par l'OIM est un programme de renforcement des capacités institutionnelles, qui vise à faciliter le transfert vers le pays d'origine des ressources et des compétences vitales acquises par la diaspora congolaise. C'est ainsi que quatre experts congolais, venus de l'étranger, intervenant actuellement dans le secteur de la santé ont rendu publics les résultats de leur mission, en présence de madame Édith Itoua, conseiller du chef de l'État chargé des Congolais de la diaspora, qui avait à ses côtés l'ambassadeur- coordonnateur de la cellule de mobilisation de la diaspora au ministère des Affaires étrangères et de la Coopération, Alexandre Mapingou; ainsi que du représentant du Mida, Gilbert Mboundou, et des experts dans le domaine de la santé.

« Aujourd'hui, nous abordons une problématique importante pour le développement de notre pays. Il s'agit de l'apport de vos compatriotes qui résident à l'étranger au développement du Congo, parce que certains se posent la question de savoir si c'est une occasion de revenir définitivement au Congo pour que le pays puisse bénéficier de leur savoir-faire. On réfléchira tous sur cette question... Notre souhait à nous est que le retour à l'expertise de nos compatriotes de l'étranger devienne systématique... Le programme Mida est une aubaine pour le Congo qui doit le saisir et se l'approprier pour l'adapter à tous les domaines et à très longs termes », a précisé Édith Itoua, dès l'entame de la réunion. Puis s'en est suivi le mot de l'ambassadeur Alexandre Mapingou, avant que Gilbert Mboundou ne fasse la présentation du projet



Madame le conseiller du chef de l'État, Édith Itoua

pilote Mida. Parlant des compatriotes venus de l'étranger pour apporter leur expertise au pays, la directrice générale du centre national de transfusion, sanguine (Cnts), le docteur Amélia Bokilo-Dzia, a précisé qu'au niveau du ministère de la santé, cette fois-ci c'est le CHU qui a été visé, mais tous les secteurs de la santé vont être intéressés. En termes de qualité, elle a rappelé que la transfusion sanguine, a été l'un des services de la santé moteur, dans le cadre de la gestion des problèmes de sang contaminés en France. L'une des solutions a été le management de la qualité. Et que les établissements en cours de construction aujourd'hui, devraient avoir dans leurs projets d'établissement à prendre en compte à intégrer la démarche qualité dans le cadre leur fonctionnement. « Nous étions très bien édifiés surtout dans un climat très apaisé où nous avons constatés que nos compatriotes qui sont à l'étranger et qui ont acquis des compétences de pointe sont disposés à les mettre à la disposition du pays pour contribuer au développement et à son amélioration. Et nous qui sommes sur

le terrain, nous sommes très ouverts à ce partenariat, à ces échanges qui sont de toutes les façons au bénéfice de la population. »

En effet, pendant près de trois semaines une équipe d'experts des congolais de la diaspora qui a été conviés à Brazzaville par l'Organisation internationale des migrations (OIM), a réalisé un travail dans le but de moderniser les structures sanitaires congolaises. Alphonse Wilson Akondjo, l'un des experts, qui travaille dans une direction stratégique du ministère de la santé qui a une action transversale touchant tous les domaines de la santé, a dit qu'il est venu dans le cadre du projet Mida pour participer au développement du Congo.

« À la Direction des statistiques des systèmes d'informations où je suis affecté, je fais l'analyse des données des suivis des cas de la santé et de la population. Aussi ai-je fait un diagnostic pour pouvoir déceler certaines faiblesses dans l'organisation en termes des matériels techniques et éventuellement des ressources humaines. Nous travaillons dans une bonne ambiance et nous avons vu

qu'il y a l'engouement, qu'il y a une attente au niveau du pays. Nous venons tous modestement pour participer aux activités qui sont faites sur place. Mais nous remarquons que malgré les difficultés qu'il y a dans les administrations, les gens sont dévoués et se battent pour avoir des résultats », a déclaré Alphonse Wilson Akondjo.

Blaise Nsimba, ingénieur hospitalier en logistique des établissements de santé, retenu dans le cadre du projet Mida en partenariat avec l'OIM, est l'un des experts qui a été affecté au CHU de Brazzaville, en qualité d'expert consultant. À ce titre, il réalise un audit des moyens humains, techniques et organisationnels; propose les procédures de travail, de gestion de stock à mettre en place; forme l'équipe en place à l'usage des procédures; recense l'état des équipements techniques en place; étudie le remplacement des équipements obsolètes et le traitement de ces derniers; forme l'équipe en place à la rédaction du cahier des charges et des contrats de maintenance. « Il y a Dix-huit hôpitaux généraux qui seront construits. L'un d'entre eux est en phase de construction derrière la radio-télévision nationale. L'apport c'est de faire en sorte que les équipements qu'on va avoir partout où il y aura ces hôpitaux puissent durer dix ans, et dans des bonnes conditions, qu'ils soient utilisés d'une manière optimale et bien entretenus. Ce n'est pas la peine d'acheter une Rolls quand on peut rouler avec une Fiat. L'État met aujourd'hui les moyens dans des équipements de qualité, et mon travail est de faire à ce que ces équipements soient maintenus correctement et par des Congolais. Sur la maintenance préventive au pays, il y a beaucoup de contrats à l'extérieur, ce n'est

pas bien. Il faut récupérer ces contrats pour que la maintenance préventive soit faite par les Congolais, parce que les Congolais en réparant ces appareils vont les maîtriser et peut-être demain pourront, sur des appareils technologiques trop avancés, produire ces appareils-là, parce qu'il y a un niveau d'appareil que des ingénieurs biomédicaux peuvent concevoir et réaliser et produire », a dit Blaise Nsimba. Le directeur général du CHU Bernard Ovoulaka, l'un des bénéficiaires de ce projet, s'est dit satisfait de cette mission qui n'est pas venue pour faire des révélations mais travailler dans le sens de ce qu'ils déplorent toujours, et de ce que doit être le système de santé au CHU. « Cette mission, nous l'avons bien accueillie. Les gars travaillent correctement et sans aucune pression. Tout ce qu'ils ont dit, nous avons commencé à le faire. Il ne nous reste seulement qu'à mettre les bouchers doubles pour que la situation puisse s'améliorer dans notre structure. C'est une mission qui n'est pas terminée. Elle est pérenne. Les gars ont travaillé, ils vont déposer le rapport, puis ils vont revenir pour voir ce que nous avons déjà fait par rapport aux recommandations qu'ils auront faites », s'est exprimé le directeur général du CHU.

Plusieurs Congolais de la diaspora évoluant dans le domaine de la santé veulent bien revenir, mais pourvu qu'il y ait de bonnes propositions. D'ailleurs, certains d'entre eux sont déjà rentrés. « Nous sommes toujours disposés à aider le Congo en matière de santé. Notre présence est déjà une preuve. C'est un premier pas et j'espère qu'on se retrouvera dans l'avenir », a conclu Blaise Nsimba.

Bruno Okokana

CRISE POLITIQUE AU LESOTHO

L'Union africaine met en garde contre tout changement anticonstitutionnel

Après le coup d'État militaire de samedi qui a conduit le ministre de la Fonction publique du Lesotho, Motloheloa Phooko, à s'autoproclamer Premier ministre, après la fuite du Premier ministre, la présidente de la commission de l'organisation panafricaine a mis en garde contre tout changement de gouvernement.

Assurant dans un communiqué rendu public lundi que l'UA suivait avec une profonde préoccupation les développements en cours dans le Royaume du Lesotho et la détérioration de la situation politique dans ce pays, Nkosazana Dlamini Zuma, a exhorté les différentes parties

au Lesotho à « surmonter leurs divergences politiques ». Elle a souhaité que cela se fasse par des voies pacifiques et dans le cadre de la Constitution du Lesotho. La présidente de la commission a souligné « le ferme rejet par l'UA des changements anticonstitutionnels de gouvernement » et prévenu que l'organisation communautaire africaine « ne tolérera aucune prise du pouvoir par des moyens illégaux ». Elle a saisi cette occasion pour exprimer le plein soutien de l'UA aux efforts en cours de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC) visant à aider

les parties prenantes concernées au Lesotho à relever les défis auxquels leur pays est présentement confronté, ainsi qu'à préserver la démocratie et l'État de droit.

Petit royaume enclavé dans l'Afrique du Sud, le Lesotho s'enfonce depuis le coup d'État militaire de samedi dans la crise. En effet, après la fuite du chef du gouvernement, Thomas Thabane, qui s'est réfugié en Afrique du Sud, le ministre de la Fonction publique, Motloheloa Phooko, membre du parti LCD, a affirmé lundi être « le premier ministre en exercice »

Le nouveau Premier ministre

a d'ores et déjà assuré que son auto proclamation en tant que remplaçant du chef du gouvernement chassé du pouvoir est permise par le protocole qui lui octroie cette fonction en l'absence du Premier ministre et du vice-premier ministre, tous deux à Pretoria.

Monarchie constitutionnelle, le Lesotho était gouverné depuis deux ans par une coalition dirigée par Thomas Thabane. Elu en 2012, il est le premier opposant à avoir accédé au pouvoir par la voie des urnes. Son style autoritaire a été toujours critiqué dans le pays et le roi Lesie III qui n'a que très peu

d'influence ne pouvait d'aucune manière s'opposer à sa façon de diriger le pays.

Rappelons que samedi, des militaires ont pris le contrôle du quartier général de la police et brouillé les transmissions radio et téléphoniques. Selon certaines sources, une opération de l'armée, officiellement destinée à désarmer la police pour prévenir des troubles a finalement pris une autre tournure. Elle a été apparemment organisée par celui que Thomas Thabane voulait chasser de la tête des forces armées, le général Tlali Kamoli.

Nestor N'Gampoula

MOZAMBIQUE

L'Italie au chevet du processus électoral

Sans en revendiquer le titre, Rome s'affiche bien comme la parraine du processus de pacification dans ce pays.

C'est une délégation italienne de poids et à la composition fortement symbolique qui a atterri à la fin de la semaine dernière à Maputo. Et aussitôt arrivés, les émissaires italiens ont pris la route pour ... la forêt de Gorongosa, fief du leader de l'ancienne rébellion de la Renamo, Afonso Dhlakama. La fin de la guerre civile mozambicaine est effective depuis l'accord de Rome de 1992, mettant fin à des hostilités déclenchées dans le pays dès l'indépendance de 1975 acquise du colonisateur portugais.

Mais, depuis lors, chaque processus électoral est soumis à l'incertitude qu'y fait peser Dhlakama qui avant, pendant ou après le vote se dit insatisfait des résultats qui l'écartent du chemin du palais. Ces derniers mois, il n'a cessé de se dire mécontent de l'accaparement des richesses du pays, de plus en plus fabuleuses avec le gisement gazier géant découvert précisément par le groupe italien ENI. Il reproche au parti au pouvoir, le Frelimo (Front de libération du Mozambique) de tout régir seul sous prétexte qu'il a mené la guerre d'indépendance du bon côté de l'histoire.

La Renamo (Résistance nationale du Mozambique) a donc multiplié les coups de feu dans la région autour de Gorongosa, dans les hauts-plateaux du pays (nord), entravé la circulation et attaqué convois civils ou militaires s'y aventurant. Ce regain de tensions risquait d'entraver la tenue des élections prévues le mois prochain. Il fallait faire intervenir les pompiers. C'est en cette veste qu'interviennent les envoyés de Rome. Et c'est le sens qu'a eu la signature, il y a une semaine à Maputo, d'un engagement de toutes les parties au bon déroulement du processus électoral.

Et samedi dernier, pour bien fixer les points d'accord dans l'entendement de tous, le vice-ministre italien au développement économique Carlo Calenda n'a pas hésité à mouiller de nouveau la chemise en se rendant auprès de Dhlakama. Il était accompagné par un autre personnage qui a joué un rôle-clé dans le retour de la paix au Mozambique, le père Matteo Zuppi, de la Communauté catholique Sant'Egidio de Rome et aujourd'hui évêque et un des bras droits du pape François.

La délégation comprenait aussi l'ambassadeur d'Italie à Maputo, M. Roberto Vellano.

Il s'agit comme on peut voir de personnages de haut-niveau dont le seul engagement dans la voie de la paix au Mozambique vaut message à tous. Rome entend insister sur sa relation privilégiée avec le Mozambique, un pays qui pourrait couvrir ses besoins en énergie pour les trente prochaines années et y aider à la paix. Rappelons que le 19 juillet dernier c'est par le Mozambique que M. Matteo Renzi avait entamé ce qui restera comme la première tournée d'un premier ministre italien en Afrique.

Ensuite M. Renzi s'était rendu à Brazzaville (Congo), puis il avait bouclé son rapide périple africain par Luanda, en Angola. Il s'agit des trois « pays de l'excellence » que l'Italie loue pour leur dynamisme économique et pour la qualité des liens multiformes qu'ils entretiennent avec Rome. La voix de l'Italie au Mozambique porte d'autant plus qu'elle représente celle d'un arbitre de longue date qui a accompagné le pays dans la post indépendance doublé d'un partenaire économique d'importance.

Lucien Mpama

C'est où l'Afrique ?

Les médias italiens contribuent allègrement à la confusion lorsqu'il est question de parler du continent africain ou de ses ressortissants

Il ne passe pas de jour que dans les médias italiens on ne relève des perles toujours plus brillantes. Tout se passe comme si dans la péninsule l'Afrique n'entretenait qu'une image de globalité, qui ne fasse pas de distinction entre le Sénégalais et le Soudanais et que, le Zambien n'était en rien différent de son voisin... burkinabé. Ça fait sourire et ça agace parfois.

Tel membre de la diaspora s'insurgeait sur les réseaux sociaux contre une personne lui ayant demandé comment se disait bonjour « en africain ». Sa réponse fut d'ailleurs suffisamment à la hauteur de la question : « *bonjour en africain, avait-il répliqué avec le sourire, se dit à peu près de la même manière qu'en belge ou en suisse Madame, l'accent en moins !* »

Il n'est pas sûr que ce genre de boutades change quoique ce soit à la perception que l'on continue d'entretenir et sur les clichés vexants qui rassurent. Si l'on ne précise pas que tel pays a une population qui vit avec moins d'un dollar par jour ; qu'il est ravagé par la guerre civile ou le sida ; que ses dirigeants le tiennent « d'une main de fer », alors ça ne fait pas suffisamment couleur locale dans les journaux. Ça ne fait pas Afrique.

Aussi la surprise n'a-t-elle été que partielle de lire dans une dépêche lundi que durant le week-end, la police criminelle de Rome a mené une vaste opération dite de « *Alto impatto* » (grand impact). Que trois dealers ont fini dans ses filets avec un butin remarquable en drogues saisies et en argent liquide issu de ce commerce. Description aussi des techniques et observations ayant conduit à ces résultats : du beau travail de limiers.

Mais là où le citoyen honnête respire de constater que la police fait effectivement et très bien son travail, c'est le lecteur qui risque la migraine. Car l'agence croit bien faire d'ajouter que les trois délinquants arrêtés sont un Indien de 38 ans, un Ukrainien de 33 ans et un homme de 20 ans « de nationalité africaine ». Une telle affirmation ferait du bien aux panafricanistes qui depuis Kwame Nkrumah courent après la constitution des États-Unis d'Afrique. Mais elle offense la réalité qui veut qu'un Danois et un Croate soient deux Européens mais chacun avec un pays, comme les Africains. Le jeune homme arrêté était bien africain mais avait aussi sa nationalité, on l'apprend plus loin: un Malien. Rageant !

L.Mp.

AIRFRANCE
FRANCE IS IN THE AIR



AU DÉPART DE POINTE NOIRE
NICE

À PARTIR DE
632 400 FCFA A/R TTC

AIRFRANCE_KLM WWW.AIRFRANCE.CG

Tarif aller/ retour, disponible jusqu'au 30/09/2014, toutes taxes comprises et hors frais de service en date du 28/08/2014. Envolez vous entre le 01/10/2014 et le 30/11/2014 pour un séjour de 7 jours à 1 mois. Offre soumise à conditions et modifiable sans préavis. Renseignez vous auprès d'Air France au 05 531 21 51, de votre agence de voyages ou sur www.airfrance.cg

BANGUI

Le Parti de l'Unité et de Reconstruction invite les centrafricains à « désenclaver leur esprit »

Le Parti de l'unité et de reconstruction (PUR) est le nom de ce nouveau parti politique créé par Eddy Symphorien Kparekouti. Au cours d'une assemblée générale consécutive tenue le samedi 30 août dernier, le président du PUR souhaite avec son parti « désenclaver l'esprit des Centrafricains ».

L'assemblée générale consécutive a eu lieu dans la salle de conférence du stade 20000 places à Bangui. Les représentants de certains partis politiques étaient présents, ainsi que le représentant du Ministère de l'Administration du territoire, de la décentralisation et de la régionalisation. Le président du PUR, Eddy Symphorien Kparekouti se dit, prêt à apporter un changement dans le pays, avec la création de son parti. « Nous allons reconstruire le centrafricain, en lui apportant un désenclavement d'esprit. La pauvreté de la République Centrafricaine est beaucoup plus mentale que matérielle. C'est pourquoi, nous voulons travailler dans ce sens », a-t-il signifié.

Au sujet de l'accord de paix de Brazzaville, il a demandé aux signataires de respecter leur engagement. « Mon parti PUR n'a pas participé au forum de Brazzaville. Mais, puisqu'il s'agissait de possibilité d'un retour de paix dans le pays, nous sommes entièrement d'accord. Cependant, les groupes signataires doivent prendre leurs responsabilités et respecter leur engagement vis-à-vis du peuple centrafricain qui a déjà trop souffert », a-t-il ajouté.

Le représentant du Ministère de l'Administration du territoire David Gbeti, pense que l'heure n'est plus aux discours mais à la reconstruction du pays. « Je suis venu dire au PUR qu'un parti politique doit apporter une solution salvatrice aux besoins des Centrafricains. Le peuple souffre dans sa chair, la masse paysanne souffre et il est temps d'aller vers cette masse afin de reconstruire la République Centrafricaine », a souligné David Gbeti.

Selon les responsables du PUR, leurs premières actions seront de sensibiliser la population sur la notion de la paix et de la cohésion sociale avant de voir la possibilité de se représenter aux prochaines élections.

Reprise des activités académiques au Lycée français Charles de Gaule

Après les grandes vacances, le Lycée français privé Charles de Gaules de Bangui reprend ses activités pédagogiques au titre de l'année académique 2014-2015.

Le proviseur par intérim de cet établissement, Mathias Mbilissia se félicite du résultat de l'année précédente malgré la crise qui a secoué le pays et son école. « À cause de la crise, nous avons amené nos élèves au Cameroun pour passer les examens. Le bilan était de cent pour cent de réussite », a-t-il confié au RJDH.

Il regrette par ailleurs que les établissements scolaires étatiques ne suivent pas le même calendrier que les pays de la zone CEMAC. « J'apprends avec un grand regret le report des examens de fin d'année au niveau des écoles étatiques. Ce retard risquera d'hypothéquer l'avenir de la jeunesse centrafricaine », a souligné Mathias Mbelissia, coordonateur et proviseur par intérim du Lycée français Charles de Gaule de Bangui.

L'année dernière, l'établissement comptait 182 élèves et l'essentiel des cours était assuré par 19 assistants pédagogiques, tous des locaux.

Contrairement aux élèves du Lycée privé Charles de Gaule de Bangui, ceux des établissements publics centrafricains ont connu des perturbations dues aux troubles militaro-politiques dans le pays.

Claire Bourgeois décrit les conditions de vie "inacceptables" des déplacés du nord après 4 jours de visite dans la région

La Coordonnatrice Humanitaire principale en République Centrafricaine, Claire Bourgeois, s'alarme au sujet des conditions de vie des populations du nord. Elle l'a exprimé lors d'une conférence de presse restituant la mission conjointe (Unicef, HCR et le Ministère de l'Action Humanitaire) tenue à Batangafo, à Kabo et Moyen Sido. Cette mission de quatre (4) jours a permis d'évaluer les besoins de ces personnes déplacées afin d'y apporter des réponses d'urgence.

« À Batangafo qui fut un exemple pour ses relations intercommunautaires pacifiques, la cohésion sociale semble rompue. Des populations musulmanes ont fui vers d'autres quartiers et au dehors de la ville, tandis que les populations chrétiennes se retrouvent majoritairement dans des sites des personnes déplacées, dans une situation extrêmement précaire. La communauté est divisée », dit le communiqué de presse, rendu public ce mardi 2 septembre au sujet de cette mission.

Dans le même communiqué de presse, Claire Bourgeois a expliqué que cette visite est une alerte sur l'ampleur du problème intercommunautaire dans ces régions. « Les

personnes déplacées à Batangafo vivent dans des conditions inacceptables. Les familles musulmanes n'ont pas accès au marché et le taux de criminalité y inclut contre les humanitaires continue de croître », a-t-elle remarqué.

Selon la Coordonnatrice Humanitaire, la malnutrition constitue également un facteur alarmant de la situation des déplacés de Batangafo. « Lady qui abrite plus de 10 000 personnes dont 6700 nouvellement déplacées, la mission a été frappée par le niveau de malnutrition » a témoigné Claire Bourgeois.

L'atmosphère est positive à Kabo et au Moyen Sido où plusieurs musulmans ont été relocalisés au début de cette année. « Plusieurs acteurs hu-

manitaires travaillent avec la communauté locale pour améliorer les conditions de vie de toutes les communautés », a dit Claire Bourgeois dans un exposé fait pendant la conférence de presse animée ce mardi 2 septembre.

Selon la Coordonnatrice Humanitaire, les réponses humanitaires n'ont pas tardé à venir puisque le Programme Alimentaire Mondial a déjà distribué des vivres aux 6700 personnes déplacées de Lady et « les partenaires humanitaires préparent une réponse immédiate à la problématique de la malnutrition ».

Claire Bourgeois a indiqué que 100 organisations œuvrent actuellement dans tout le pays pour apporter l'assistance humanitaire aux personnes vulnérables et affectées par la crise que traverse la Centrafrique.

La mission conjointe dans le nord de la Centrafrique a lieu du 26 au 29 août dernier.

BOALI

Les habitants des villages du secteur Lambi Mandjo sensibilisés à construire des latrines

Les habitants des villages du secteur Lambi Mandjo dans la commune de Boali sont mieux outillés sur les techniques de l'assainissement total piloté par la communauté (ATPC). Ils ont été sensibilisés sur la construction des latrines la semaine dernière.

L'approche Assainissement Total Piloté par la Communauté ATPC vise à promouvoir l'utilisation des latrines. « L'objectif de cette approche est que chaque ménage puisse avoir des latrines pour mettre fin à des défécations à l'aire libre », a indiqué Ludovic Ndemayer de l'ICDI.

Selon Ludovic, des comités de suivi ont été mis en place dans les villages du secteur Lambi, no-

tamment à Bogouin 2, à Mandjo et Gbangonda. Ces comités seront chargés de la construction des latrines avec des matériaux locaux dans chaque ménage.

Le chef du village Mandjo, Eric Antoine Mokongo veut accompagner sa population dans la réalisation de ce programme. « Ce projet est venu à point nommé et aidera la population de Mandjo à lutter contre l'insalubrité. Je veillerais per-

sonnellement sur ce comité », a-t-il déclaré.

Selon la cartographie présentée par les représentants de chaque village impliqué dans ce projet, il ressort que huit ménages sur dix manquent de latrines. « Cette situation est la source de plusieurs maladies dont la fièvre typhoïde, le choléra, la parasitose intestinale », a relevé un agent de santé communautaire.

Cette sensibilisation a été pilotée par l'ONG Water For Good, nouvelle appellation de l'ICDI sur financement de World Vision.

OBO

Des enfants et des femmes vaccinés contre la poliomyélite et le tétanos

Les enfants de 0 à 59 mois et les femmes enceintes ainsi que celles qui ont accouché il y a 45 jours ont été vaccinés contre la poliomyélite, la rougeole, le tétanos, lors de la semaine africaine de vaccination qui a pris fin le 31 août 2014 à Obo (Est).

Le médecin intérimaire de l'hôpital préfectoral du Haut-Mbomou, Galber Gossenga s'est dit heureux de la réalisation de cette campagne qui a pris trop

de retard. « Nous avons accusé trop de retard à cause des intrants. Maintenant que la campagne a pris fin, nous sommes heureux », a dit le médecin chef.

Selon Galber Gossenga, cette campagne était nécessaire pour éviter aux enfants, aux femmes enceintes et celles qui ont accouché il y a 45 jours des risques sanitaires. « Un enfant non vacciné fait courir des risques pour les autres », a

—t-il déclaré au RJDH.

Pour le médecin chef, trois stratégies ont été utilisées lors de cette campagne pour atteindre les personnes cibles. « Nous avons utilisé la stratégie fixe, la stratégie avancée et la stratégie mobile pour toucher les enfants. Les résultats sont en train d'être compilés et seront rendus publics prochainement », a indiqué le médecin chef, Galber Gossenga.

TOURISME

Des jeunes leaders africains découvrent le potentiel culturel russe

En marge des tables rondes, les jeunes représentants du continent ont passé en revue musées, galeries... de Moscou avec à l'esprit l'idée d'instaurer un dialogue culturel avec la Russie. Retour sur les faits.

« L'établissement des relations internationales fiables est impossible sans une connaissance réciproque de l'histoire et de la culture de chaque État... », a expliqué, Juste Bernardin Gavet, membre du Conseil national de la jeunesse du Congo-Brazzaville, dans l'une de ses interventions. Des propos qui ont justifié le programme culturel de la délégation des jeunes leaders représentant des milieux sociaux d'Afrique en visite à Moscou. Ils ont ainsi arpenté les artères de la ville, traversé la fameuse rivière Moskova (qui a donné son nom à la ville de Moscou) avant d'atteindre le territoire du Kremlin, centre historique et politique de la Fédération de Russie. C'était donc le point de départ de la visite des sites culturels.

Les canons, utilisés en 1812 par l'empereur Napoléon 1^{er}, jonchaient les artères par où passaient les visiteurs africains qui les ont d'ailleurs touchés du doigt. Juste à côté, la Cathédrale du Kremlin. Un impressionnant bâtiment représentant la combinaison parfaite de l'architecture de la Renaissance mariée aux traditions de la Russie. C'est bien dans ce sacré temple que tous les tsars russes furent baptisés. « Premières nouvelles », pouvait-on entendre de la bouche des visi-

teurs visiblement émerveillés.

Par ailleurs, les jeunes venus d'Afrique n'ont pas résisté à l'une des principales curiosités de Moscou : la galerie nationale Tretyakov, riche de près de 4000 œuvres d'art. Vue de l'extérieur, le gigantesque statue du grand peintre russe, Pavel Tretyakov, érigé à l'entrée comme pour toujours souhaiter la bienvenue aux visiteurs du site qui porte son nom pour l'avoir fondé en 1856. Vue de l'intérieur, des fresques naturalistes, figuratives et abstraites aux contenus symboliques, descriptifs, philosophiques et parfois spirituels. Voilà qui a suscité les regards curieux des jeunes leaders africains qui ont découvert l'histoire de la Russie à travers l'esthétique d'une peinture raffinée.

Au Palais des Armures, les membres de la délégation africaine se sont fait une idée de l'opulence dans laquelle vivaient les familles royales. Robes dorées et couronnes qui accentuaient la beauté de Catherine La Grande de Russie, trônes en or massif sur lequel les tsars et les princes calaient leur physique imposant... Pour terminer en beauté cette série de visite des sites culturels, les jeunes leaders devraient se rendre au pied de la tour de Moscou, le mausolée Lénine et bien d'autres. Le temps de sé-



Visite de la galerie nationale Tretyakov (DR)

journer étant imparti, cette visite n'a plus eu lieu. Les jeunes africains ont été impressionnés par la conservation des œuvres d'art qui date des siècles. « Dans le cadre des échanges culturels nous avons beaucoup à apprendre de la Russie tout comme elle a beaucoup à apprendre de nos pays respectifs même si nous avons souvent du mal à conserver notre patrimoine culturel notamment les œuvres d'art... », a souligné Gislain Takouo du

Cameroun. En réalité, la visite culturelle notamment du territoire du Kremlin a permis aux membres de la délégation africaine de connaître les étapes de la transformation de la résidence des souverains de la Russie qui s'y sont succédé. Là-bas, ils ont mieux appris l'histoire de la Russie alors qu'à l'école, ils ont étudié ce pays seulement à travers la coexistence pacifique, la guerre froide et la révolution russe... La Russie s'est montrée accueillante et

ouverte. Il ne reste donc plus qu'à intensifier les échanges culturels entre la Russie et les pays africains surtout ceux dans lesquels les centres culturels russes ne sont pas encore implantés. Notons qu'au Congo Brazzaville, le centre existe depuis plus de 40 ans et ne cesse de multiplier les actions pour promouvoir les échanges culturels entre le Congo et la Fédération de Russie.

De retour de Moscou,
Rominique Nerplat Makaya

LITTÉRATURE

Le Sororat, un roman où la tradition et le modernisme se mêlent

Dans ce roman de 206 pages, l'auteur nous relate l'histoire vraie d'une famille Baka-Kabadio frappée sans cesse par un malheur dû au lien matrimonial.

Paru aux éditions ICES, Le Sororat est en effet le prolongement du lévirat, roman qui raconte l'histoire d'une jeune femme nommée Julienne mariée à Pierre Baka-Kabadio qui refuse après la mort de son mari d'être la femme de Thomas Bénazo, le cadet de son défunt époux. Elle trouve alors la mort après avoir donné naissance aux triplés.

Madeleine Baka-Kabadio, la sœur de Pierre encore appelée Mado ou mère chef, élève ces triplés. Elle s'est mariée à Armand Blaise Osselet plus âgé qu'elle, leurs ethnies sont différentes. Ils s'aiment, leur amour a commencé depuis le banc de l'école. À 40 ans, Mado ne donne point d'enfants. Son mari l'envoie à Paris pour se faire traiter, elle est accueillie par sa petite sœur Béregère qui vit en

France depuis des années. Après son traitement, Mado rejoint son époux au pays, elle tombe enceinte et fait une fausse couche. Le couple accuse le vieux Bamana, oncle maternel de Madeleine d'être à l'origine de cette fausse couche. Ce dernier n'étant pas satisfait aux présents donnés lors de la dot, il estimait avoir droit aux cadeaux qu'il exigeait.

Armand Blaise Osselet lui donne ce qu'il voulait, trois costumes et un mouton. Satisfait de ces biens, le vieux Bamana verse le vin de palme aux quatre coins de la parcelle de son gendre, crache du vin dans les mains de sa nièce, et dit : « Ma nièce maintenant tu peux avoir autant d'enfants que tu veux. C'est moi ton oncle qui te le dit, aucun vivant qui boit, qui mange et marche en touchant cette terre des hommes ne peut aller à l'encontre de ce que je te dis ». Quelque temps plus tard, Mado tombe de nouveau enceinte et accouche des jumeaux. Ils étaient amoureux et heureux

dans leur foyer, Osselet devient père géniteur pour la première fois, mais ce bonheur n'était pas pour longtemps. Car Mado meurt à la suite d'un accident cardiovasculaire. Sa sœur Béregère qui habitait en France la remplace. Osselet et Béregère construisent un foyer qui, malheureusement, ne sera qu'un feu de paille. Béregère est harcelée par son ancien copain de Paris qui lui déclare ouvertement son amour en voulant faire d'elle sa femme. Elle surprend Osselet son mari manifestant ouvertement son amour pour sa défunte femme. Béregère n'accepte pas cette situation, croyant qu'Armand Blaise Osselet ne l'aimait pas, elle se donne la mort afin d'échapper à la convoitise de ses deux hommes et à ce tumultueux destin Le sororat. Dieu-donné Nkounkou est docteur en droit et avocat à la cour d'appel de Montpellier, en France. Il est artiste musicien, poète, romancier et essayiste.

Rosalie Bindika

LE COMPLEXE SCOLAIRE AIMÉE CÉLESTE RECRUTE AU TITRE DE L'ANNÉE SCOLAIRE 2014 - 2015 :

- Des enseignants du préscolaire, du primaire et du collège
- Un surveillant général.

NB : expérience professionnelle exigée. Se rapprocher du secrétariat de l'école pour de plus amples informations.

Il est porté à la connaissance des parents d'élèves que les inscriptions et réinscriptions ont commencé.

Adresse : 453 rue Nkô - Plateau des 15 ans - derrière l'église Jésus Ressuscité.
Tél : 05 522 19 09 / 06 922 19 09

Rentrée scolaire 1 octobre 2014

FOOTBALL

Le menu des Diabes rouges en Coupes d'Europe

Trois Diabes rouges sont engagés, cette saison, sur le front européen : Delvin Ndinga, comme en 2010-2011 avec Auxerre et l'an passé avec l'Olympiakos, prendra part à la prestigieuse Ligue des champions. Ladislav Douniama et Christopher Samba batailleront à l'étage du dessous, en Ligue Europa. Voici leurs adversaires.

Sorti, contre toute attente, d'un groupe relevée l'an passé (PSG, Benfica et Anderlecht), l'Olympiakos de Delvin Ndinga n'aura pas la tâche plus facile cette année. Placés dans le groupe A, les champions de Grèce devront se coltiner le finaliste malheureux de l'édition 2014, l'Atletico Madrid, la Juventus de Turin, championne d'Italie en titre, et le FF Malmö, sacré en Suède.

De Vicente Calderon au Juventus Stadium : l'Olympiakos en danger

La formation grecque débutera le 16 septembre par la réception de l'Atletico, avant de se rendre en Suède le 1 octobre. S'en suivra la double confrontation face à la Vieille Dame, au Pirée le 22 octobre, puis à Turin le 4 novembre, puis le délicat déplacement à Vicente Calderon. Point positif, l'Olympiakos achèvera sa phase de groupe à domicile face à Malmö, avec lequel les Grecs devraient théoriquement se battre pour la troisième place qualificative en Ligue Europa.

Dinamo Moscou : attention au PSV et aux supporters du Pana

Pour le Dinamo Moscou de Christopher Samba, la campagne européenne ne sera pas non plus une balade de santé. Le club moscovite, auteur d'un bon début de championnat, est tombé dans un groupe E de haut niveau avec les Néerlandais du PSV Eindhoven, les Grecs du Panathinaïkos et, dans une moindre mesure, les Portugais d'Estoril. Si l'une des deux premières places reste atteignable pour le Dinamo, favori du groupe avec le PSV, attention toutefois au Pana, où les déplacements sont

toujours très « folkloriques ».

Il faudra faire le plein de points avant le dernier match à Eindhoven

Le programme du Dinamo est le suivant : déplacement au Panathinaïkos, justement, le 18 septembre, puis réception du PSV le 2 octobre. Ensuite, les Russes iront à Estoril le 23 octobre, puis recevront les Portugais le 6 novembre. Après la réception du Pana, le 27, ils termineront par un voyage compliqué à Eindhoven, le 11 décembre.

Derrière la Fiorentina, c'est jouable pour Guingamp dans le groupe K

Qualifié par le biais de la Coupe de France, alors qu'il a lutté toute l'année pour le maintien, l'En Avant Guingamp de Ladislav Douniama figure dans le groupe K, d'ores et déjà promis à la Fiorentina. Mais l'espoir peut être de mise pour les Bretons car les Biélorusses du Dynamo Minsk et les Grecs du PAOK Salonique n'ont rien de cadors européens.

Tout gagner au Roudourou et ne pas voyager en touristes...

Pour l'En Avant, il s'agira de faire du Roudourou une citadelle imprenable lors des réceptions de Salonique, le 2 octobre, de Minsk le 6 novembre et de la Fio, le 27 du même mois.

Question voyage, Guingamp débutera par le pire, avec un déplacement en Italie le 18 septembre, puis découvrira les premiers frimas du Belarus le 23 octobre avant de conclure sa phase de poules par un voyage en Grèce. Pour ne pas y aller en touristes, Douniama et ses coéquipiers devront faire le boulot avant...

Camille Delourme

IN MEMORIAM

03 septembre 2013-03 septembre 2014, voici un an que le Seigneur a rappelé à lui notre père, oncle et grand-père, l'honorable Matouridi Louis de Gonzague, député du MCDDI de la 2e circonscription de Mbanza-Ndounga. La veuve Matouridi née Diamouangana Delphine, le capitaine Adelin Bertrand Matouridi, officier de la Gendarmerie nationale, les enfants Matouridi et la famille Nsembo prient tous ceux qui l'ont connu d'avoir une pensée pieuse en sa mémoire. Une messe d'action de grâces sera dite le mercredi 3 septembre à 06h00 en les paroisses Saint-Kizito à Makélékélé et Saint-Esprit de Moun-gali. Papa, nous ne t'oublierons jamais.



Le week-end des Diabes rouges et des Congolais de la diaspora en France

Ligue 1, 4^e journée

Débutée par un but face au PSG, la saison de Prince Oniangue et du Stade de Reims prend une très mauvaise tournure : alors que son équipe menait 1-0, le milieu congolais a été logiquement expulsé après un tacle dangereux à la 24^e. Un geste non maîtrisé mais violent sur le Malgache Nomenjanahary, blessé au tibia et sorti sur blessure. Un scénario cauchemardesque pour Oniangue et Reims qui s'incline finalement 2-4 à Lens. Notons qu'il s'agit seulement du deuxième carton rouge de la carrière de l'ancien Rennais (après son expulsion à Sedan, avec Angers, le 19 février 2010, en Ligue 2).

Entré en jeu à la 64^e minute, sur le côté gauche, Ladislav Douniama n'a pas pu empêcher le naufrage de Guingamp face à Lorient, son ancien club. Difficile, il est vrai lorsque l'on touche dix ballons (dont un gagné et six perdus). Mené 1-0 à l'heure de jeu, l'EAG a encaissé trois buts dans le dernier quart d'heure (0-4 score finale). Avec trois points, Guingamp est 17^e et premier non reléguable, avec



Alors que son équipe menait 1-0, Prince Oniangue reçoit un carton rouge: Reims s'incline finalement 2-4 à Lens (crédits photos sdr.fr)

deux unités d'avance sur Reims. Sur la lancée de son début de saison, Giannelli Imbula a eu une grosse activité lors du carton de Marseille face à Nice (4-0). Soixante-dix ballons joués, huit gagnés pour douze perdus, 83 % de passes réussies, un tir cadré sur trois tentés, neuf centres. Brice Samba junior, lui, est resté sur le banc.

Christopher Maboulou était titulaire lors du match à égalité de Bastia à bordeaux (1-1). Pas assez précis sur une tentative

de lob ambitieuse à la 11^e, puis moins en vue. Remplacé à la 63^e. Vingt et un ballons joués, pour sept passes réussies, treize duels perdus pour deux gagnés, trois fautes commises pour une subie. Jules Iloki n'était pas retenu dans le groupe de Nantes, vainqueur de Montpellier (1-0). Même sentence pour Dylan Bahamboula et Kévin Koubemba, absents lors du match nul entre Monaco et Lille (1-1).

C.D.

Ne Perdez Plus VOTRE REPERTOIRE AVEC WARID PROTECT

Avec Warid Protect, sécurisez toutes vos données téléphoniques (répertoire, photos, vidéo, etc.).

Pour l'activation, composez *4343*1*1# OK /YES

Coût : 400 fca/mois*

* Plus coûts de navigation en cas échéant

www.waridtel.cg
04 400 01 23 ou 123
Warid Congo SA

WARID

Passer à l'action

RÉVISION DE LA CONSTITUTION

La société civile donne de la voix

Les organisations de la société civile de la RDC organisent, ce 3 septembre, au Cépás à Kinshasa un atelier en rapport avec le débat sur l'amendement ou non des lois constitutionnelles.

Les ONG de la société civile vont, au cours de ces retrouvailles, préconiser une mise à jour des résolutions du sommet USA-Afrique, analyser la loi portant propositions des garanties pour les anciens chefs de l'État, notamment le président de la République en fonction.

Les organisateurs entendent, en outre, analyser des raisons révisionnistes avancées par la majorité présidentielle et l'opportunité d'un référendum populaire, son coût par rapport aux élections. Elles formuleront, à l'issue des cogitations, une série de recommandations endossées qui seront adressées à la session parlementaire de septembre 2014. Ces dernières constitueront le renouvellement de la



Des responsables des ONG des droits de l'Homme, lors d'une activité commune menée au siège des ANMDH/Photo Adiac

position de la société civile au niveau national.

Neuf organisations pilotent cette dynamique. Il s'agit notamment de l'Action contre l'impunité pour les droits humains, d'Agir pour des élec-

tions transparentes et apaisées, des Amis de Nelson Mandela pour les droits de l'Homme, de l'Association africaine de défense des droits de l'Homme, du Journaliste pour la promotion & la défense des droits de l'Homme, de la

Voix des sans-voix pour les droits de l'Homme (VSV), de la Ligue des électeurs, de la Nouvelle société civile du Congo, de la Synergie Congo culture et développement humain ainsi que des Toges noires.

Faire entendre leur voix

L'objectif poursuivi est de faire entendre la voix de leurs organisations contre les tentatives de réviser ou de changer la Constitution de la RDC. C'est dans cette optique que les organisations de la société civile ont résolu de projeter la Campagne pour la démocratie en RDC (CPD-RDC). On rappelle que du 22 au 23 avril 2014, ces organisations s'étaient réunies au Centre d'études pour l'action sociale (Cépas) de Kinshasa, afin de motiver leur position. En plus, le 30 avril, elles avaient élaboré un mémorandum adressé à au secrétaire d'État américain, John Kerry, en visite à Kinshasa. Ce mémo était rendu public au cours d'un point de presse tenu à l'Hôtel Sultani de Kinshasa. Avec la même détermination, ses délégués étaient reçus par le secrétaire d'Etat américain, le 3 mai

2014. Étendant leurs activités de plaider au-delà des frontières congolaises, les membres de la société civile avaient préparé et réussi à porter leur message au sommet États-Unis-Afrique qui avait eu lieu à Washington du 4 au 6 août 2014.

Ces organisations disent fonder leurs actions sur l'article 64 de la Constitution qui stipule: «*Tout Congolais a le devoir de faire échec à tout individu ou groupe d'individus qui prend le pouvoir par la force ou qui l'exerce en violation des dispositions de la présente Constitution. Toute tentative de renversement du régime constitutionnel constitue une infraction imprescriptible contre la Nation et l'État...*».

Dans cette perspective, les ONG réaffirment leur engagement de contribuer à l'instauration d'un État de droit; contrer toute tentative de dérive dictatoriale et assurer l'alternance démocratique. Elles sont engagées de préserver les principes démocratiques contenus dans la Constitution contre les aléas de la vie politique.

Lucien Dianzenza

SONDAGE

L'opinion de Matata Ponyo en chute libre

En deux mois, le Premier ministre perd 12% au baromètre du sondage Les Points.

L'opinion du Premier ministre de la RDC, Augustin Matata Ponyo, chute dans la ville de Kinshasa. La hausse du prix de carburant, la non-prise en charge des frais bancaires des fonctionnaires de l'État et l'asphyxie financière de la population ont eu raison de la stabilité du chef du gouvernement dans les sondages. En deux mois, il a donc perdu 12% passant de 64% fin juin à 52% fin août au baromètre du sondage Les Points. La nouvelle hausse du carburant à la pompe constatée dans la ville de Kinshasa et l'annonce de la généralisation prochaine de la décision du gouvernement sur la suspension de sa prise en charge des frais bancaires ne devraient pas faire les affaires de Matata Ponyo. Au contraire, ce sont des nuages orageux qui s'augurent avec cette première chute vertigineuse qui le projette à la limite du seuil souhaitable. Cependant, l'institut de sondage Les Points note que le Premier ministre

giste une forte léthargie. La majorité des membres du gouvernement semblent fatigués et à cours d'initiatives à impact visible. Les enquêtes expliquent cette situation par le « retrait » des signatures dans les cabinets ministériels, pouvoir qui serait concentré au cabinet du Premier ministre. Par conséquent, seuls six ministres sortent du lot, justifiant ainsi l'urgence de la mise en place du gouvernement tant attendu.

La détection du virus Ébola dans la province de l'Équateur est le seul événement majeur ayant marqué le public kinois pendant le mois d'août 2014. Par conséquent, le ministre de la Santé a volé la vedette à tous ses collègues du gouvernement en prenant la première position du classement. Sa maîtrise du dossier et la célérité qui a caractérisé la riposte du gouvernement face à Ébola lui permettent de réaliser 55% d'opinions favorables.

autres usagers du transport fluvial et lacustre. En outre, l'assainissement du secteur de l'aviation civile pour le besoin de se conformer aux normes de l'IATA lui est positivement imputé. Cependant, l'action la plus remarquable demeure la confirmation du transport en commun dit « esprit de vie » en remplacement progressif de « l'esprit de mort ».

Le ministre de l'Enseignement primaire secondaire et professionnel (EPSP), Maker Mwangu Famba, et le ministre des ITPR, Fridolin Kasweshi, arrivent en troisième position avec 54%. Aux ITPR, la population salue chaleureusement l'ouverture des chantiers sur les artères de la ville de Kinshasa, notamment les avenues Kabambare, Kabinda, Route de Matadi (le tronçon compris entre UPN et cité verte). Quand au ministre de l'EPSP, il jouit encore d'une cote d'amour malgré les critiques autour du mode de publication par SMS et de la détérioration de la qualité de l'enseignement. La population reconnaît en Maker Mwangu plusieurs efforts dans le secteur de l'éducation.

À la cinquième marche du baromètre avec 51% d'opinions favorables, le ministre des Affaires étrangères, Raymond Tshibanda, reste visible suite à sa diplomatie agissante notamment pour l'amélioration des relations avec les pays voisins. Sa déclaration sur le retrait des FDLR du territoire congolais dès leur désarmement et a rassuré les Kinnois quant au sort réservé à cette milice étrangère. Les kinois retiennent positivement son plaidoyer pour un nouvel ordre sécuritaire dans la région des grands lacs. Le ministre des Affaires étrangères est talonné par son homologue de l'Intérieur, Richard Muyeje Mangez, qui bénéficie de 50% de confiance grâce à l'initiative lancée dans la ville de Kinshasa contre les bandits à main armée et la mobilisation de la territoriale pour faire face à la menace d'Ébola.

Jeannot Kayuba

BAS-CONGO

Décès inopiné de Me Alphonse Kembukuswa

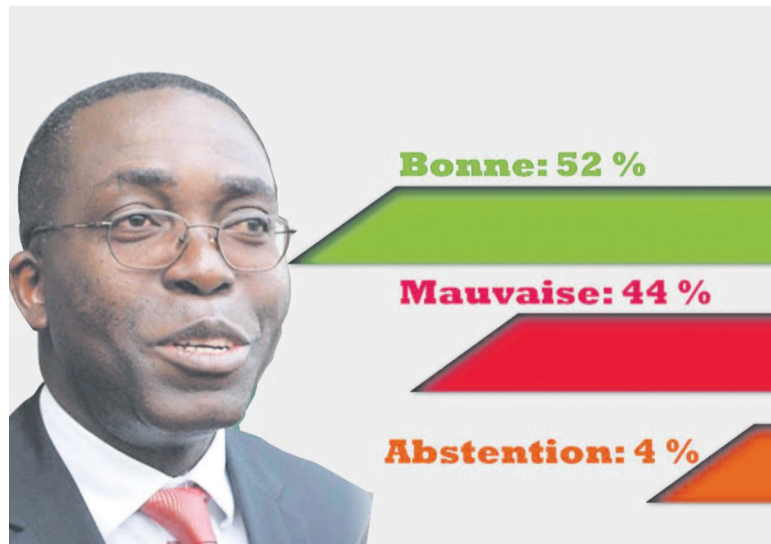


L'ancien député national du territoire de Songololo, district des Cataractes au Bas-Congo, durant la législature 2006-2011, a rendu son dernier soupir dans une formation médicale de Kinshasa. Les milieux politiques et judiciaires du pays viennent de subir une grande perte avec le décès inopiné de Me Kembukuswa. Ce digne fils du pays que la mort vient d'arracher prématurément à l'affection des siens n'avait pas encore fini de servir son pays, eu égard au potentiel énorme qui était le sien en terme de capacité intellectuelle. L'imparable s'est produit le 26 août dans un accident de circulation sur la route du Bas-Congo, sa province d'origine envers laquelle il avait toujours cultivé des liens affectifs naturels. En témoignent ses incessants déplacements perçus comme une marque de reconnaissance vis-à-vis d'une province qui l'a façonné en tant qu'homme politique et affairiste. L'élu du territoire de Songololo, lors des élections législatives nationales de 2006, mettait toujours à profit ses vacances parlementaires pour communier avec sa base parce qu'il se considérait d'abord et avant tout comme un fils du terroir.

« C'est une grosse perte pour nous ». La redondance de cette phrase entendue surtout dans la haute sphère politique et judiciaire donne un aperçu sur l'envergure de l'homme, de ce qu'il aura été

pour ses contemporains. Ancien ministre et président directeur général (PDG) de nombreuses entreprises publiques sous la deuxième République, le regretté « vieux Kemb » n'avait que l'excellence comme seule idée directrice de son travail. Intègre et constant dans ses prises de position, il a pu conserver ses atouts, ou mieux ses prédispositions d'esprit, jusque dans le secteur judiciaire où il a évolué jusqu'à sa disparition. Avocat d'affaires ayant longtemps presté à l'ombre de grandes entreprises publiques de la place comme conseiller juridique, Me Kembukuswa s'est bâti une solide réputation à la dimension de ce qu'il valait réellement en terme de compétence. Très professionnel et surtout incorruptible, il a piloté ensemble avec son cabinet d'avocats plusieurs dossiers judiciaires couronnés par des dénouements heureux tant à Kinshasa qu'à l'arrière-pays. En tirant sa révérence de manière aussi précoce, Me Kembukuswa laisse sa province du Bas-Congo orpheline, elle qui a cru trouver en lui un motif de consolation après la disparition de feu Augustin Kisombe Kiaku Muisi. De ce dernier, il avait hérité son Mouvement pour la démocratie et le développement dont il est demeuré président national jusqu'à sa mort. Que la terre de nos ancêtres lui soit douce et légère.

Alain Diasso



Augustin Matata Ponyo P

conserve toutefois cette cote au dessus de la moyenne suite aux différentes actions réalisées jusqu'à nos jours.

Baromètre du gouvernement

Globalement, au baromètre du gouvernement août 2014, l'on enre-

Transports et Enseignement

Le ministre des Transports prend la deuxième place du baromètre avec 55% d'opinions favorable suite à la mesure de suppression de trente-huit taxes illégales. Il continue à gagner l'estime des amateurs et

ENVIRONNEMENT

Tenue à Kinshasa de la troisième édition de l'université internationale Redd+

Pendant cinq jours, les participants venus de toutes les provinces du pays, de plusieurs structures et d'une dizaine d'États africains s'attellent à renforcer la dimension participative du processus Redd+.

Kinshasa abrite, depuis le 1er septembre, la troisième édition de l'université internationale de Réduction des émissions liées à la déforestation et à la dégradation des forêts (Redd+).

Ces journées porte-ouvertes, qui constituent une rencontre regroupant les différents experts qui changent sur la réduction des émissions liées à la déforestation et à la dégradation des forêts dans les pays en développement, concernent les membres des ONG qui travaillent dans ce secteur, les acteurs de la société civile, les fonctionnaires de l'administration publique, les chercheurs, etc.

Les échanges et les partages d'expériences sur la mise en œuvre de ce processus en RDC vont permettre au pays de s'engager dans un véritable chantier national de transformation, cohérent, intégré et novateur. Ce dernier devra, en effet, réconcilier la dynamique du développement économique avec celle de la protection de l'environnement et de l'épanouissement de la population.

Pour le ministère de l'Environnement, Conservation de la nature et Tourisme, cette troisième édition de l'université internationale Redd+ est une occasion pour connecter et renforcer les réseaux de connaissance et d'expérience en RDC et dans la région. Elle va plus porter sur les instruments de gestion du processus Redd, notamment le système de représentation des forêts par satellite.

L'université internationale de Redd+, note-t-on, vise la montée en puissance collective des parties prenantes congolaises sur la question de réduction des émissions de gaz à effet de serre. Les deux précédentes éditions de l'université Redd+ ont porté, rappelle-t-on, sur la présentation des concepts liés à la Redd+, le plan de préparation et l'élaboration de la stratégie nationale.

Lucien Dianzenza

SALAIRE DES ENSEIGNANTS

Le gouvernement appelé à plus d'augmentation

L'exhortation faite par le Syndicat des enseignants du Congo (Syeco) a été motivée par une prévision de majoration de salaire dès octobre.



Les élèves d'une école de Kinshasa et leurs encadreurs

Les enseignants membres du Syeco ont été appelés à reprendre le travail à la rentrée scolaire prévue pour le 8 septembre. C'était le 30 août, à l'issue de l'assemblée générale de cette structure, tenue au siège du Cossep, à Kinshasa. À cette occasion, la structure syndicale a également fait certaines recommandations au gouvernement pour la bonne marche du secteur de l'éducation. Parmi ces sollicitations, il y a une amélioration sensible des salaires des enseignants, la suppression des retenues des frais bancaires sur les rémunérations et la mécanisation des nouvelles unités. Il y a également la création d'une administration de la Mutuelle de santé des enseignants de l'EPSP à

Kinshasa, la mise en retraite des enseignants éligibles et la revalorisation des fonctions des responsables provinciaux.

Ce syndicat a, par ailleurs, salué la légère augmentation des salaires des enseignants en RDC dont l'effectivité est annoncée à la paie du mois d'octobre. Cette majoration va, selon l'agence congolaise de presse, de 9802 francs congolais pour les huissiers à 15909,63 francs congolais pour les directeurs. L'appel du Syeco constitue les premières bases pour l'année scolaire 2014-2015 qui, dans certaines provinces, a déjà été menacée par diverses réclamations qui avaient tout d'un préavis de grève.

L.D.

ENJEUX DE L'HEURE

L'opposition et la société civile exigent la primature

Les politiques ont toujours utilisé des arguments solides pour contrôler le poste du Premier ministre.

La course à la primature continue à susciter l'intérêt des politiciens et de la société civile congolaise. Dans les deux camps, la longue attente de la mise en place du gouvernement de cohésion nationale ne semble pas calmer les ardeurs. Au contraire, chacun avance des arguments présentant sa plate-forme comme la mieux indiquée pour prendre la tête de la prochaine équipe gouvernementale et disqualifiant du côté des autres. Seul point de convergence entre les deux tendances, l'exclusion de la majorité présidentielle dans la course à la primature. Pour l'opposition, la direction du prochain gouvernement devrait lui revenir pour le besoin du

renforcement de la cohésion nationale. L'institution gouvernement étant politique, elle ne peut être confiée à la société civile qui est apolitique. Contrairement, la société civile se dit mieux placée compte tenu de la tension entre l'opposition et la majorité. Elle pense jouer son rôle de médiateur et conciliateur à la tête de l'équipe gouvernementale. Du côté de la majorité présidentielle, l'heure est plutôt à la mobilisation autour de la révision de la Constitution.

De part et d'autre, les stratégies sont montées pour rafler le plus de postes dans l'équipe gouvernementale annoncée depuis près d'une année par le chef de l'État. L'on se trouve actuellement en face de deux oppositions dont celle ayant pris part aux concertations nationales et menée par Le président du Sénat, Léon Kengo wa Dondo, et

celle réclamant la tenu d'un dialogue conduite par le président de l'Union pour la nation congolaise (UNC) de Vital Kamerhe. Les pourparlers « secrets » initiés entre la majorité présidentielle et le groupe de l'UNC pourraient changer la configuration actuelle de l'espace politique congolais.

Selon des observateurs, des divergences internes tant au niveau de l'opposition que de la société civile réduiraient les chances de ces deux groupes de prendre la primature. Notons que la majorité présidentielle n'est pas moins intéressée par cette question. Elle entend conserver le fauteuil de la primature qui lui avait échappé en 2006 au profit du Parti lumumbiste unifié. Elle tient donc à jouir de cet avantage jusqu'à la fin de la législature en cours.

Jeannot Kayuba

MÉDIAS

L'UNPC dénonce les menaces de mort contre un journaliste du Maniema

La structure déplore ces actes qui constituent une atteinte à la liberté de la presse pourtant garantie par la Constitution et les instruments juridiques internationaux.



Les professionnels des médias dans une activité de la CeniPhoto John Bompengo

L'Union nationale de la presse du Congo (UNPC) dénonce les menaces de mort contre le journaliste et directeur intérimaire de la Radio communautaire Maniema Liberté (RTC/Mali), Kasimu Malipizi bin Mussa.

Dans un communiqué du 1er septembre publié à Kindu, au Maniema, cette organisation a relevé que depuis le 28 août, le journaliste reçoit des appels et des SMS anonymes le menaçant de mort.

Citant le président de l'UNPC/Maniema, Selon Shabani Yusufu, radiokapi.net indique qu'il serait reproché au journaliste d'avoir consacré des émissions sur la recrudescence des vols à main armée dans la ville de Kindu.

Dans cette intervention relayée par la radio onusienne, le président provincial de l'UNPC a exhorté à la protection des journalistes. « Que les services de sécurité puissent mettre tout ce qui est possible pour dénicher les auteurs de ces actes afin qu'ils soient punis », a-t-il souligné.

D'autres cas des menaces à Kinshasa

À Kinshasa, l'affaire Mike Mukabayi fait également des victimes collatérales. Parmi elles, il y a le directeur de l'ONG de promotion et de défense de la liberté de la presse, Freedom for journalist (FFJ), Désiré-Israël Kazadi, et le journaliste Jean-Marie Bakumanya, qui reçoivent des menaces des inconnus

via leurs mobiles, pour leur engagement à la libération du journaliste incarcéré. e puis un certain temps, ces deux personnes ont choisi la clandestinité afin de ne pas permettre à ceux qui les menacent d'agir selon ces avertissements. Mais cette option ne les empêche pas de continuer, pour le second par exemple, à coordonner des actions visant à obtenir la libération du responsable du bihebdomadaire RD Congo News. Cependant, certains professionnels des médias dont Modeste Massamba Bimokono se sont également soustraits de la vue pour éviter de tomber sur les griffes de ces bourreaux de la liberté de la presse dans le pays.

Lucien Dianzenza

DOUANE

Trois marchandises sur dix entrent frauduleusement au Katanga

La province cuprifère enregistre une fraude douanière représentant 25% du volume des marchandises à l'importation dans ses principaux postes frontaliers.

Le rapport de la Direction générale de douane et accises / Katanga (DGDA/K) épingle quatre postes frontaliers : Kasumbalesa, Mokambo, Sakania et Kasenga. La direction provinciale de la DGDA a fait cette déclaration le week-end dernier, à l'issue d'une réunion présidée par le gouverneur de province, Moïse Katumbi Chapwe, à l'intention des régies financières. Dans la salle de banquet du gouvernorat remplie comme un oeuf, il y a eu aussi la présence des responsables de l'Office congolais de contrôle, de la Direction générale des migrations, de la sixième région militaire et de la Police nationale congolaise. D'autres officiels ont fait le déplacement de la salle de banquet, notamment le procureur général près la Cour d'appel de Lubumbashi, l'auditeur militaire supérieur du Katanga et les ministres provinciaux des Finances et de l'Intérieur.

En effet, cette question suscite une grande préoccupation des autorités provinciales. Il s'agit des pertes énormes enregistrées dans les recettes mobilisées par les régies financières en ces temps déjà difficiles. Pour y faire face, Moïse Katumbi a appelé les services affectés aux postes frontaliers à accentuer la pression pour lutter plus efficacement contre la fraude sous toutes ses formes. Mais, a-t-il reconnu, cette fraude massive interpelle forcément. Après avoir mis en garde les services habilités de l'État contre toute collusion avec les auteurs de ces fraudes, il a préconisé comme solution durable la permutation générale de tous les cadres et agents opérant aux postes frontaliers. Il a souhaité une meilleure collaboration entre les services de l'État et ceux du gouvernement provincial pour porter un coup dur aux auteurs de ces fraudes douanières. Aussi les responsables de ces services ont-ils promis d'informer le gouvernorat de l'évolution de la répression de la fraude à la frontière.

Laurent Essolomwa

CAN 2015

La RDC en ordre de bataille contre le Cameroun et la Sierra Leone

La configuration de l'équipe nationale de la RDC qui affronte le Cameroun, le 6 septembre, au stade TP Mazembe de Lubumbashi s'éclaircit de plus en plus depuis l'arrivée à Kinshasa, le 1er septembre, des joueurs évoluant à l'étranger pour la jonction avec les joueurs retenus par le sélectionneur Florent Ibenge.

La même journée du lundi, le staff technique a, une fois de plus, réduit la liste des Léopards, de trente-sept à vingt-huit.

Ceci en vue de l'intensification de la préparation avant le match du 6 septembre contre les Lions indomptables du Cameroun, et celui du 10 septembre contre les Leones Stars de la Sierra Leone, comptant respectivement pour la première et deuxième journée des éliminatoires de la Coupe d'Afrique des Nations (CAN) Maroc 2015. Certains joueurs binationaux retenus pour la première fois en sélection et qui avaient donné leur accord pour endosser le maillot des Léopards ont finalement décliné la sélection.

Le nouveau buteur de Nottingham Forest en D2 anglaise, Britt Assombalonga, a repoussé sa venue.

Ibenge l'a aussitôt remplacé par le jeune Elias Katchunga qui effectue un début de saison de tonnerre avec Paderborn club promu cette saison en Bundesliga et qui a déjà battu Hambourg en deuxième journée de championnat par trois buts à zéro, avec un but de Katchunga, portant déjà son compte à deux buts (buteur en première journée lors du nul face à Mayence 2-2). Mais coup de théâtre, Katchunga a lui aussi choisi, en toute dernière minute, de répondre à la sélection allemande de moins de 20 ans, après avoir donné des assurances

sur sa présence à Kinshasa.

Enfin, l'on note les absences de Yves Diba blessé à la cuisse lors de son dernier match avec son équipe Al Khariyat au Qatar. Trois cadres de la sélection vont briller par leur absence, notamment Trésor Mputu Mabi (Kabuscorp en Angola), Dieumeri Mbokani (Dynamo Kiev) et Matumona Zola Rumm (Mons/Belgique), tous blessés. Et l'on apprend que le sélectionneur adjoint Mwinyi Zahera ne pourrait pas faire le déplacement de Kinshasa pour assister Florent Ibenge sur le banc, fracturé au tendon d'Achille au dernier entraînement des Léopards après un faux mouvement. La liste des vingt-huit est composée de gardiens de but Kidiaba (Mazembe), Nicaise Kudimbana (Anderlecht/Belgique) et Parfait Mandanda (Charleroi/Belgique); des défenseurs Chancel Mbemba (Anderlecht/Belgique), Cédric Mongongu (Evian TG/France), Gabriel Zakuani (Peterborough/Angleterre), Ebunga Simbi (V.Club), Jean Kasusula (Mazembe), Isama Mpeko (Kabuscorp/Angola), Joel Kimwaki (Mazembe), Mabele Bawaka (V.Club), et Bobo Ungenda (Orlando Pirates/Afrique du Sud); des milieux de terrain Lema Mabidi (V.Club), Guy Lusadis (V.Club), Jean Munganga (V.Club), Ntela Tyhique (AC Léopards de Dolisie/Congo Brazzaville), Cédric Mabwati (Osasuna/Espagne), Herve Kage (KRC Genk/Belgique), Neeskens Kebano (Charleroi/Belgique), Cédric Makiadi (Werder de Brême/Allemagne), Youssouf Mulumbu (West Bromwich Albion/Angleterre), Distel Zola (Le Havre/France) et Yannick Bolasie (Crystal Palace/Angleterre); et enfin les attaquants Jérémie Bokila (Terek Grozni/Russie), Kazenga Lua-lua (Brighthon/Angleterre), Deo Kanda (V.Club), Dark Kabangu (FC MK) et Firmin Mubele (V.Club).

Martin Enyimo

SANTÉ

31 décès dus à Ebola

De treize décès à la date de la déclaration officielle de l'épidémie à virus Ebola à Djera dans le territoire de Boende dans la province de l'Équateur, on est passé au trente et un décès. C'est le conseiller médical du ministre de la Santé publique, le Dr Roland Shodu, qui l'a annoncé au cours d'un briefing organisé, le 2 septembre, dans la salle de réunion du Pnud à l'intention des journalistes.

Pour ce qui est des cas enregistrés, le Dr Roland Shodu souligne que cinquante cas ont été enregistrés; treize cas confirmés, dix-neuf probables et vingt et un suspects. Actuellement, fait-il savoir, l'épidémie est contenue au seul secteur de Djera et le gouvernement a disponibilisé des moyens pour éradiquer cette maladie.

À l'entendre parler, dès l'annonce de cette épidémie, le gouvernement qui s'était déjà préparé en mettant en place un plan de contingence pour lutter contre cette maladie, qui s'était déclarée depuis le mois de juin en Afrique de l'Ouest, a mis en œuvre toutes les interventions dudit plan pour empêcher l'extension de cette maladie dans d'autres provinces du pays. Parmi ces mesures, le Dr Roland Shodu cite la mise en quarantaine du secteur de Djera. « sur place, on a mis sur pied le système de cheking point tenu par les agents de la police aux frontières qui sont dotés de thermomètres laser pour contrôler tout mouvement. Le gouvernement a aussi mis



Un patient de la maladie à virus Ebola dans un centre d'isolement

en place un système de surveillance des frontières internationales dans les aéroports, ports et autres points d'entrée. Une fiche de cheking est instituée pour le contrôle médical de tout passager qui quitte ou entre au pays », a-t-il indiqué.

Aussi, renchérit le docteur, des grands hôpitaux ont été choisis et équipés pour prendre en charge d'éventuels cas de maladie à virus Ebola. Pour bien coordonner cette lutte, le ministère de la Santé publique dans sa politique de

lutte contre la maladie chapeaute le comité national de coordination de lutte contre la maladie qui, depuis la déclaration officielle de l'épidémie, se réunit chaque jour au ministère de la Santé publique. Ce comité comprend cinq commissions, à savoir la commission chargée de la prise en charge; de la surveillance; de la communication; de l'hygiène et assainissement et la commission épidémiologique.

Aline Nzuzi

VIE DES CLUBS

Un nouveau comité dirigeant au DCMP

Depuis le 23 août, le Daring Club Motema Pembe (DCMP) dispose d'un nouveau comité de coordination qui succède à celui très controversé de Vidiye Tshimanga. C'était au terme des élections organisées à l'Hôtel Sultani dans la commune de Gombe au cours d'une assemblée générale extraordinaire électorale.



DCMP (photo Léopardsfoot)

Le choix a été porté sur le député national Gentiny Ngobila Mbaka comme président du comité de coordination. L'unanimité autour de sa candidature, apprend-on, s'est dégagée après un travail de fond réalisé par un groupe de sages des Immaculés de Kinshasa. En effet, une certaine tension couvait au sujet de ces élections.

Aussi des personnalités qui ont un certain vécu historique avec le club, entre autres, Jonas Munkamba Kadiata Nzemba, Olivier Bierlaire, Denis Tabiana, Ndongala Mavakala, Matondo, Nkutu a Zowa, Bovic Basakila, Aaron Muyenga, Lambert Ossango, Yetum Yerosong, Colonel Donat Liwoke, etc. se sont évertués, au cours d'une mini-assemblée prépa-

rant l'assemblée générale extraordinaire électorale quelques jours auparavant, à faire taire la tension, à dissiper les malentendus et autres différends et à écarter les candidatures qui tendaient à mettre la poudre au feu, question de supprimer les gênes qui pouvaient empoisonner encore l'action du comité qui allait être élu. C'est ainsi que Gentiny Ngobila s'est retrouvé pratiquement candidat unique au poste de président de coordination du club. Lors de son élection, Gentiny Ngobila se trouvait en mission de service à l'étranger.

Deux candidats se sont disputé le poste de président de la section football. Au terme du choix qui s'est effectué dans un esprit consensuel, Tshinyama

Hiomba communément appelé TH à Kinshasa a été élu, aux dépens de l'ancien président de la section football (au comité dirigé par Antoine Musanganya), Paul Kasembele qui, apprend-on des arcanes de l'organisation de ce scrutin, n'était pas en ordre sur le plan des formalités à remplir pour briguer un poste au sein du club. Ces élections succèdent à une crise ravageuse qui a abouti à un déchirement du club vert et blanc de Kinshasa. Un club dissident, le FC Renaissance conduit par le pasteur évêque Pascal Mukuna, a vu le jour à la suite de cette crise aiguë que le gouverneur de Kinshasa et son gouvernement provincial n'ont pas pu résoudre.

Martin Enyimo

CYCLISME

Le président de la fédération attendu à Pointe-Noire

En vue de mettre fin à la crise qui sévit depuis quelques mois à la Fédération congolaise de cyclisme, le président de cette structure, René Iloy Bokoko entend effectuer une descente à Pointe-Noire pour rencontrer les coureurs et la ligue départementale de Pointe-Noire, a informé le troisième vice-président de la Fécoy, Dieudonné Loemba-Dona, l'un des médiateurs dans cette crise

Pour mettre fin à la crise qui persiste entre la fédération, ses ligues et les coureurs, une équipe de médiation composée des membres de cette même fédération a été mise en place pour convaincre les deux parties à revenir au bon terme. Selon Dieudonné Loemba-Dona qui mène la médiation à Pointe-Noire avec le premier vice-président de la Fécoy, Lesly Paka, la mission a été confiée au début du mois d'août. « Le 9 août nous avons rencontré le président Iloy à Brazzaville, il nous avait confié la mission de discuter avec la ligue de Pointe-Noire et celle de Brazzaville notamment par les membres de fédération résidant à la ville capitale. Après la rencontre avec la ligue et coureurs de Pointe-Noire, le 30 août nous avons rencontré le président de la fédération, mais malheureusement l'équipe de Brazzaville n'avait pas encore rencontré la ligue de Brazzaville », a-t-il regretté. Il a martelé que ce n'est pas en 24h ou 48 heures qu'on peut trouver la solution à une situation qui perdure. Mais au fil des négociations et des discussions tout pourra se remettre en ordre. « Le président semble vouloir mettre un peu d'eau dans son vin. Si cela était fait depuis longtemps on serait très avancé. La fédération veut tendre la main vers les coureurs mais, ces derniers résis-

tent encore sur leur position parce que pour eux il faudrait que le président confirme ses engagements par une note dûment signée », a renchéri l'orateur avant d'ajouter que : « Le président viendra à Pointe-Noire dès qu'il aura le rapport de la rencontre entre la fédération et la ligue de Brazzaville », a confirmé le troisième vice-président.

En attendant la réconciliation entre ses parties, Dieudonné Loemba-Dona en sa qualité du patron du sport à Total E&P a organisé une course le 31 août, un circuit urbain d'une boucle de 36 km. 23 coureurs y ont participé dont 14 de la section cycliste de total E&P Congo et neuf de la ligue départementale du cyclisme du Kouilou.

« Par rapport à la crise qui persiste dans la fédération et en ma qualité de médiateur dans cette crise afin de ramener les uns et les autres à la raison, nous avons organisé cette course afin de remettre les enfants sur le vélo. L'organisation n'était pas facile parce qu'étant membre de la fédération, les cyclistes étant en contradiction avec la fédération, nous sommes passé par la ligue qui est encore en bon terme avec eux pour solliciter la participation des coureurs d'élite, d'où la présence de deux diables rouges qui sont venus juste pour mettre l'ambiance et montrer leur expérience aux enfants », a-t-il ajouté.

Cette course a été remportée par Loemba-Dona, suivi de Gaddiel Mouanga et Richy Kimbémbé.

Rappelons que les coureurs cyclistes de Brazzaville et Pointe-Noire ensemble avec les ligues ont refusé de participer à toutes les activités de la fédération congolaise de Cyclisme depuis plusieurs mois pour cause, la mauvaise gestion des fonds alloués à la fédération.

Charlem Léa Legnoki

LOISIRS

Anim' tète vacances se termine en beauté

Lancée le 1er août dernier, la 6e édition du festival d'arts et de loisirs pour enfants et jeunes a été clôturée le 30 août dernier à Nkouikou (Loandjili) à Pointe-Noire. en présence des parents et des responsables de cet établissement scolaire.



Les enfants exécutant des pas de danse à la clôture d'Anim'Tète Vacances Crédit photo: Adiac»

Pendant un mois, une trentaine d'enfants ont appris les disciplines artistiques auprès d'artistes chevronnés, comme Doctrovée Bansimba, qui a dirigé avec Jussie Nsana l'atelier d'arts plastiques, Guy One, la percussion, Kim Davy, la danse tradi moderne, le Collectif Cosmos des boss la musique, Carl Max, le dessin. Pour la plupart des bambins, ce fut une première de jouer ou de s'adonner à un art donné. Un résultat plus que flatteur puisque les enfants ont démontré devant l'assistance qu'ils avaient du talent pour apprendre et assimiler en peu de temps les notions d'arts comme ils le font

aussi bien avec les disciplines pédagogiques inscrites dans le programme scolaire. Ainsi, tour à tour, ils sont montés sur le podium pour exécuter un numéro de danse aux sons du tam-tam de Kim Davy. Ils ont également enchainé avec la percussion de Guy One aux commandes avant de finir avec la chanson par le morceau « je respecte mes parents ». C'est le 2e morceau composé et exécuté par les enfants pendant ces ateliers en 6 années d'existence de « Connais - tu mon beau village ? Pour Jussie Nsana de l'atelier Nsan'arts, initiatrice du projet, en dépit des moyens modestes mis à disposi-

tion pour organiser cette activité, l'objectif a été atteint. Celui d'offrir des loisirs sains aux enfants en cette période de vacances, propice à toute dérive. Satisfait de l'initiative, Servais Mounkala, le promoteur de l'école privée «le Bon Berger», qui a abrité l'évènement a remercié les parents, artistes et enfants qui ont contribué à la réussite du festival. « Nous comptons nous investir pleinement lors de la 7e édition qui va se dérouler, nous l'espérons, à notre deuxième site situé à Vindoulou qui sera bientôt ouvert. Cependant, nous demandons aux organisateurs de Anim'Tète vacances d'être davantage plus près de nous pour la réussite de cette activité que nous voulons pérenne ». Au cours de cette cérémonie, les élèves de la Troupe théâtrale de CEPL de Loandjili ont joué la pièce de théâtre « Mon patron n'est pourtant pas un blanc » d'Yvon Wilfrid Lewa-let Mandah mise en scène par Cardelin Babakila. La 6e édition d'Anim'Tète Vacances a été dédiée à Timothée, une jeune enfant qui a participé à l'édition passée décédée brutalement peu avant Anim'Tète vacances. De même, le collectif Cosmos des boss lui a aussi dédié une chanson.

Hervé Brice Mampouya

NÉCROLOGIE

Messieurs Mathieu Ossalé keké, agent de la télévision nationale congolaise et Stanislas Okasou, agent des Dépêches de Brazzaville informent les parents, amis et connaissances de Brazzaville, Ouesso, Pointe-Noire et de Makoua du décès de son grand-frère et oncle maternel Boniface Mora survenu le 2 septembre 2014, à Makoua. L'inhumation a eu lieu hier 2 septembre au cimetière Lengui à Makoua. Ce communiqué tient lieu de faire-part.

Consultez nos nouveaux sites internet !

- Ergonomiques et esthétiques
- Un fil d'information en continu pour suivre l'actualité en temps réel
- Des focus sur les informations phares
- Différentes entrées possibles, par département, par thèmes...
- Un site très illustré avec de nombreuses photos, vidéos...
- Des dossiers thématiques notamment sur la diaspora, le foot, la culture...

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE



www.lesdepechesdebrazzaville.fr
www.adiac-congo.com

Un rendez-vous
quotidien
incontournable

CAN U-20

Les Diabes rouges juniors reçus comme des héros

Les Diabes rouges des moins de 20 ans qualifiés à la phase finale de la Coupe d'Afrique des nations (CAN) après avoir survécu pour la première fois au danger des éliminatoires ont été accueillis ce 2 septembre à l'aéroport international de Maya-Maya comme les héros.

Les héros sont de retour. Les coéquipiers de Pavhel Ndzila pour la plupart de rouge vêtus, couleur qui symbolise la force ont été reçus à l'aéroport par le ministre des Sports et de l'éducation physique Léon Alfred Opimbat et le président de la Fédération congolaise de football Jean Michel Mbono. À l'extérieur, les membres du comité de soutien et de nombreux fans ont chanté pour leur témoigner leur reconnaissance avant de les convier à un carnaval qui a eu pour point de chute le stade Alphonse-Massamba-Débat. Dans cette infrastructure sportive, les joueurs qui ont ramené la qualification de l'Égypte ont été présentés au public puis ont eu droit à un message de soutien du président de la Fécofoot. « Lentement mais sûrement le football congolais retrouve sa place et rentre dans la cour des grands. La qualification des

Diabes rouges U-20 pour la



Les Diabes rouges juniors après leur réception au Stade Alphonse-Massamba-Débat (Photo Adiac)

CAN 2015 en est une illustration patente de la flamboyance du football congolais. Qui eut parié à la qualification de notre équipe après l'annonce des résultats du tirage au sort qui mettait sur notre route les

pharaons d'Égypte, champions en titre. Le Congo a survécu et nous pouvons en féliciter », a commenté Jean Michel Mbono. Pour lui, la qualification des Diabes rouges U-20 devrait booster les seniors engagés

dans la phase de poules des éliminatoires de la CAN du Maroc 2015 et l'AC Léopards qualifié pour les demi-finales de la Coupe africaine de la Confédération. Notons que la dernière phase finale des Diabes rouges juniors remonte en 2007, édition au cours de laquelle ils étaient d'office qualifiés comme pays organisateur avant de remporter le trophée. Cette génération a successivement éliminé le Niger, le Bénin et l'Égypte. Le Congo sera ainsi le seul représentant de l'Afrique centrale au Sénégal en 2015. Une satisfaction qui pousse à l'engagement selon Jean Eloi Mankou, l'un des entraîneurs de cette sélection. « Il faut leur accorder un mois de repos et après nous allons rentrer dans une phase de préparation. Vous savez que pour l'Afrique centrale, il n'y a que le Congo qui est présent. Le Maghreb n'a pas de représentant non plus il faut prendre les choses au sérieux. Il faut chercher d'autres talents. C'est le travail qui nous reste à faire », a indiqué Jean Eloi Mankou.

James Golden Eloué

CAN 2015

Le Togo avec Adebayor et Mathieu Dossevi (groupe G)

Tchanilé Tchakala, le sélectionneur des Éperviers du Togo, a communiqué le groupe de vingt-trois joueurs, appelés à affronter la Guinée (le 5 septembre) puis le Ghana (le 10 septembre). Les cadres, Adebayor, Agasso ou Romao sont bien présents, tandis que Mathieu Dossevi, nouveau coéquipier de Delvin Ndinga à l'Olympiakos, rejoint le groupe pour la première fois.

Gardiens : Kossi Agassa (Reims/France), Cédric Mensah (Colmar/France), Atsu Mawugbé (Maranatha)

Défenseurs : Sadate Ouro-Akoriko (Amazulu/Afrique du Sud), Serge Akakpo (Hoverla/Ukraine), Gafar Mamah (Dacia/Moldavie), Vincent Bossou (Binh Duong/Vietnam), Kokou Donou (Maranatha), Innocent Akpovou (Semassi) ; Mathias Emmamanuel (Zesco United/Zambie)

Milieux de terrain : Alaixys Romao (Marseille/France), Floyd Ayité (Bastia/France), Lalawélé Atakora (AIK Solna/Suède), Komlan Amewou (Al-Shaab/EAU), Dové Womé (SuperSport United/Afrique du Sud), Farid Zato (KR Reykjavik/Islande), Prince Ségbefia (Zorya Louhansk/Ukraine)

Attaquants : Emmanuel Adebayor (Tottenham/Angleterre), Jonathan Ayité (Alanyaspor/Turquie), Matthieu Dossevi (Olympiakos/Grèce), Serge Gakpé (Nantes/France), Camaldine Araw (Free State Stars/Afrique du Sud), Fo-Doh Laba (Anges FC)

Camille Delourme

Chris Malonga signe pour un an à Lausanne

Comme pressenti depuis quelques jours, Chris Malonga s'est engagé jusqu'en juin 2015 avec le Lausanne Sport, actuel troisième du championnat de deuxième division suisse.

C'est désormais officiel : Chris Malonga portera les couleurs de Lausanne Sports cette saison. En fin de contrat avec le Vitoria Guimarães, le milieu offensif de 27 ans va donc se relancer en deuxième division suisse. Et tentera d'aider son ancien club à retrouver l'élite.

Sociétaire du club en 2012-2013, dans le cadre d'un prêt par Monaco, l'ancien Nancéien avait vécu une belle saison (8 buts et 3 passes décisives en 30 matchs de championnat).

Il reste toutefois une interrogation : pourquoi ne pas avoir honoré son précontrat avec le FC Aarau, signé en janvier, qui évolue en première division suisse pour finalement se retrouver à l'étage inférieur ? Quoiqu'il en soit désormais, l'essentiel est pour lui de retrouver du temps de jeu et une place dans la sélection congolaise.

C.D.

TAEKWONDO

Les candidats au grade de ceinture noire attendent les délibérations

Ils ont été évalués le week-end dernier à Brazzaville, ils attendent la publication des résultats prévue le 7 septembre dans la capitale même, pour savoir lesquels sont admis et lesquels ne le sont pas.

L'évaluation est passée, l'heure est désormais au croisement des doigts. Les 63 postulants pour le passage de grade ne savent pas ce qui les attend même si quelques-uns sont confiants par rapport à leur travail. « Je suis sûr que je serai le major de ma promotion étant donné que j'ai bien travaillé », a déclaré Yhoston Hyver Taboula, ceinture noire deuxième dan qui aspire au troisième. Même réaction pour le plus jeune candidat (11 ans), Paul Taty Mouanda, de l'Inter club qui croit, dur comme fer, qu'il sera parmi les promus. Alors que jusque-là, le secret des membres du jury ne laisse entrevoir aucun signe sur les éventuels admis. Aucun soupçon. Tout est à découvrir le dimanche prochain.

Retour sur la passation

Lors du passage de grade, les athlètes ont rivalisé d'ardeur pendant la démonstration. L'objectif, pour eux, étant de convaincre le jury dirigé par Me Brice Nzoala, ceinture noire 5ème dan. Pourtant, tous n'ont pas postulé pour le même niveau de grade. 11 candidats en effet sont 2ème dan et veulent acquérir le statut de 3ème dan. 6 ceintures noires 1er dan, par ailleurs, ont des yeux rivés sur

quelle nombre de candidats ne s'attendaient pas, peut recaler certains d'entre eux. Puisque le président du jury qui est par



Les candidats au passage de grade

le 2ème dan. La liste est allongée par les 46 autres ceintures rouges qui veulent obtenir leur ceinture noire 1er dan. le niveau d'évaluation n'était donc pas le même.

Leur épreuve d'évaluation n'a pas porté uniquement sur les techniques de base et celles de self-défense ou les combats. Ils étaient aussi soumis à une interrogation portant sur l'historique du taekwondo : de sa création en Corée du sud jusqu'à sa venue au Congo-Brazzaville où, jour après jour, le nombre de pratiquants ne cesse de croître. Une épreuve orale à la-

ailleurs président de la commission spécialisée d'évaluation et de grades équivalents, Me Brice Nzoala, a reconnu qu'il y a des athlètes qui ont été bons, d'autres moyens. Les moins n'ont pas manqué car tous ne peuvent pas avoir le même niveau. Partant de là, il sera donc étonnant de voir tous les candidats passer aux grades supérieurs. Si les niveaux sont disproportionnés, les grades aussi doivent l'être. On aura donc forcément des admis à côté des échoués.

Rominique Nerplat Makaya